

ALGÉRIE-INTERPOL

Le président d'Interpol plaide pour le renforcement de la coopération avec les organisations régionales

P. 5

ALGÉRIE-OAT

Développement remarquable de l'expérience algérienne en matière de travail et d'emploi

P. 24

ALGÉRIE-ANGLETERRE

Mouna Hamitouche, Britannique d'origine algérienne élue pour la 4^e fois de suite dans une municipalité de Londres

P. 5

HABITAT

AADL 1

DURANT LE RAMADHAN ET APRÈS AÏD EL FITR

Distribution de plus de 4.000 logements à Alger

LPP

À PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE

Début de la distribution de 1965 logements



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar a révéilé, hier à Alger, le début de la distribution, à partir de la semaine prochaine, d'un quota de de 1965 logements de type Promotionnel public (LPP). Intervenant à l'occasion de la remise de 2000 clés de logements situés à la nouvelle ville Sidi Abdellah au profit de souscripteurs au programme AADL 1 (2001-2002), le ministre a annoncé le début de la distribution,

à partir de la semaine prochaine, d'un quota de 1965 logements LPP dont la plus grande partie revient aux souscripteurs de la wilaya d'Alger. Le ministre a annoncé aussi la distribution de plus de 4.000 unités de logements du programme location-vente aux souscripteurs de 2001-2002 (AADL 1), durant le mois de Ramadhan prochain et directement après Aïd el Fitr, et ce à travers plusieurs sites d'Alger. Prononçant une allocution à l'occasion de la cérémonie

de remise des clés de 2.000 unités de l'AADL (Agence de l'amélioration et du développement du logement), situées dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, au profit des souscripteurs du programme 2001-2002 (AADL 1), M. Temmar a indiqué que la distribution des logements du programme AADL 1 se poursuivrait au profit des habitants de la wilaya d'Alger durant le mois de ramadhan et directement après l'aïd el fitr, avec «un quota de plus de 4.000 unités».

P. 3

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La Sûreté de daïra de Bouzaréah rend hommage aux journalistes

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, la Sûreté de daïra de Bouzaréah, a organisé jeudi à la salle Catherine, une cérémonie conviviale en l'honneur des journalistes et des professionnels des médias.

P. 24

GAID SALAH EN VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION DANS LA 2^E RÉGION MILITAIRE À ORAN :

«Le Haut commandement "déterminé" à maintenir les efforts en harmonie avec les exigences de la sécurité du pays»

P. 3

SANTÉ

Stress et alimentation, qu'en est-il vraiment ?

P.p 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CAF/
PHASE DE POULES
(1^{RE} JOURNÉE/GR. D) :
L'USM Alger pour réussir ses débuts

P. 21

**FAO :
La pollution des sols menace la productivité agricole mondiale**

P. 6

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
2 «dangereux» terroristes armés capturés par les forces de l'ANP à Jijel

P. 24

CE MATIN À L'ESSS

Atelier sur «le réseau arabe d'information sur le marché du travail»

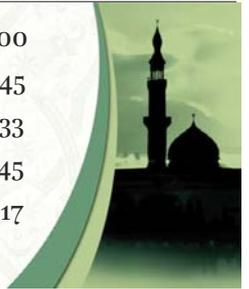
Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, M. Mourad Zemali, et le Directeur général de l'organisation arabe du travail, M. Faïz El Matiri, présideront ce matin à partir de 9h à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale de Ben Aknoun, l'ouverture d'un atelier de formation régional sur le marché du travail.



Horaire des prières

Dimanche 20 Chaâbane 1439

| | |
|---------|-------|
| Fajr | 04:00 |
| Dohr | 12:45 |
| Asr | 16:33 |
| Maghreb | 19:45 |
| Isha | 21:17 |



ENVIRONNEMENT ET ENERGIES RENOUVELABLES

M^{me} Zerouati à Adrar et Bordj Badji Mokhtar



La ministre de l'Environnement et des Energies Renouvelables, Mme Fatma Zohra Zerouati, entamera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection de deux jours, dans la wilaya d'Adrar et la wilaya déléguée de Bordj Badji Mokhtar.

COMMERCE

M. Djellab demain à Aïn Defla

Dans le cadre du suivi du programme d'action du gouvernement, le ministre du Commerce, M. Saïd Djellab, effectuera demain lundi 7 mai, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Aïn Defla.



COOPÉRATION POLICIÈRE

Le président d'Interpol en visite au siège d'Afripol



Le président de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) et vice-ministre chargé de la Sécurité publique de la République populaire de Chine, M. Meng Hongwei, a effectué hier, une visite au niveau du siège du Mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), sis à Ben Aknoun (Alger). Le président d'Interpol était accompagné à cette occasion par le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) et président d'Afripol, le général-major Abdelghani Hamel.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES ORGANISATIONS DES DONNEURS DE SANG

Le Dr Sayah Abdelmalek réélu au poste de secrétaire général

Le Dr Sayah Abdelmalek, vient d'être réélu au poste de secrétaire général de la Fédération internationale des organisations des donneurs de sang, alors que M. Gherbi Keddour a été élu membre du Bureau exécutif, lors de l'Assemblée générale de la FIODS qui s'est tenu le 29 avril à Rome (Italie). La Fédération algérienne des donneurs de sang vient de renforcer sa présence au niveau de cette prestigieuse institution mondiale et confirme l'attachement de l'Algérie au travail humanitaire à titre bénévole et volontaire et le renforcement des liens entre les peuples sans distinction de race, de couleur ou de religion, et c'est un honneur pour l'Algérie et toute l'Afrique.



LI AMNIKOUK

Emission consacrée aux règlements propres aux documents de voyages

L'émission radio «Li Amnikouk», animée chaque dimanche par des cadres de la Sûreté nationale sur la chaîne 1, sera consacrée cet après-midi de 16h à 17h, aux règlements et directives propres aux documents de voyage.



Météo

| | Max | Min |
|-------------|-----|-----|
| Alger | 21° | 11° |
| Oran | 22° | 14° |
| Annaba | 19° | 12° |
| Béjaïa | 19° | 12° |
| Tamanrasset | 33° | 18° |

JEUDI À L'OPÉRA D'ALGER «Les merveilles de la musique russe»

L'Opéra d'Alger, Boualem-Bessaïh, organise jeudi 10 mai à partir de 19h, une manifestation intitulée «Les merveilles de la musique russe», qui comprend un spectacle de danse polovtsiennes, une exposition en hommage aux peintres algériens, un concert animé par la violoncelliste russe Elena Ehuleva, et un concert du chœur et orchestre symphonique de l'opéra d'Alger.

Mobilis proclamé grand réseau 3G et 4G



ATM Mobilis, l'opérateur leader des technologies 3G et 4G en Algérie, se félicite des résultats publiés par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT), qui témoigne de l'évolution de l'activité de Mobilis en 2017 le consacrant pour la deuxième année consécutive, premier opérateur du marché de la téléphonie mobile et de l'internet mobile en Algérie. C'est officiel et les chiffres parlent d'eux-mêmes! Mobilis détient 40.06 % de parts de marché globale de la téléphonie mobile, avec une suprématie dans les segments 3G et 4G. En effet, le rapport place Mobilis une année après le lancement de la 4G, comme le Numéro 1 de la 4G en Algérie en nombre d'Abonnés, enregistrant ainsi pas moins de 3 505 803 clients, avec 35.53% de parts de marché. Mobilis détient également, le plus grand réseau de téléphonie mobile de 3ème Génération, avec 10 204 002 abonnés, soit 47,26% de parts de marché. Notant que le parc des abonnés 3G constitue 60% des clients de Mobilis, ce qui explique l'engouement grandissant dans l'utilisation de l'internet mobile sur son réseau. Fort de ce succès, Mobilis compte bien poursuivre sur sa lancée, par le lancement de nouvelles solutions innovantes et inédites et des offres compétitives et transparentes, ainsi qu'à la poursuite du déploiement de son réseau 4G à travers le territoire national, afin d'apporter la technologie à tous les algériens avec la meilleure qualité réseau.

LE 10 MAI À L'HÔTEL SHERATON

1^{er} Forum national de l'exportation et du commerce extérieur



Sous le patronage du ministère du Commerce et dans le cadre des activités de la Fondation de l'innovation et des perspectives économiques (FNIPEC) en partenariat avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX), organisent jeudi 10 mai à l'hôtel Sheraton d'Alger, la 1ère édition du Forum national de l'exportation et du commerce extérieur. L'objectif du Forum est de promouvoir et encourager l'exportation hors hydrocarbures vers les marchés africains émergents.

AÏN TAYA

Les journées des fleurs «Florales»

L'Institut technologie moyen agricole spécialisé d'Alger (ITMAS), organisera jusqu'au 15 mai à Aïn Taya (Alger), une exposition intitulée «Les journées des fleurs, florales». Cette manifestation sera une occasion pour honorer des jeunes aux besoins spécifiques issus du Centre psychopédagogique de Zerzouria.



CONCOURS MEDIA STAR

La période de dépôt des travaux prolongée jusqu'au jeudi 21 juin



Suite à la demande de nombreux journalistes n'ayant pu terminer ou déposer leurs travaux dans les délais initiaux, Ooredoo annonce le prolongement de la période de dépôt des travaux journalistiques pour la 12ème édition de son Concours Media Star. En effet et à l'unanimité, le jury a décidé de prolonger la période de dépôt des travaux jusqu'au jeudi 21 juin 2018 à 17h.

HABITAT

LPP : Début de la distribution de 1965 logements à partir de la semaine prochaine

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar a révélé, hier à Alger, le début de la distribution, à partir de la semaine prochaine, d'un quota de 1965 logements de type Promotionnel public (LPP).

Intervenant à l'occasion de la remise de 2000 clés de logements situés à la nouvelle ville Sidi Abdellah au profit de souscripteurs au programme AADL 1 (2001-2002), le ministre a annoncé le début de la distribution, à partir de la semaine prochaine, d'un quota de 1965 logements LPP dont la plus grande partie revient aux souscripteurs de la wilaya d'Alger. Le coup d'envoi de l'opération de distribution des logements de cette formule sera donné à partir de la wilaya d'Alger à travers la distribution d'un quota de 1000 logements sur un total de 1965 à distribuer au niveau de plusieurs wilayas, a précisé M. Temmar.

Le programme de distribution des logements se poursuivra progressivement tout au long de l'année en cours, a-t-il ajouté.



AADL 1 :

Distribution de plus de 4.000 unités à Alger durant le Ramadhan et après l'Aïd el Fitr

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar a annoncé hier à Alger, la distribution de plus de 4.000 unités de logements du programme location-vente aux souscripteurs de 2001-2002 (AADL 1), durant le mois de Ramadhan prochain et directement après l'Aïd el Fitr, et ce sur plusieurs sites d'Alger.

Prononçant une allocution à l'occasion de la cérémonie de remise des clés de 2.000 unités de l'AADL

(Agence de l'amélioration et du développement du logement), situés dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, au profit des souscripteurs du programme 2001-2002 (AADL 1), M. Temmar a indiqué que la distribution des logements du programme AADL 1 se poursuivrait au profit des habitants de la wilaya d'Alger durant le mois de ramadhan et directement après l'aïd el fitr, avec «un quota de plus de 4.000 unités».

La distribution des logements lo-

cation-vente de l'AADL concernera également d'autres wilayas du pays durant la même période (ramadhan et après aid el Fitr), à l'instar des wilayas de Relizane, Batna, Sidi Bel-Abbes, Sétif, Mila, Oran, Bechar, Tiaret, El-Tarf, Laghouat, Bordj Bou Arreridj, Saïda, Mostaganem, Annaba, M'sila et Mila, a précisé le ministre.

L'opération de distribution de logements se poursuivra «tout l'été avec un quota, allant de 200 à 2.000 unités», a-t-il dit.

HISTOIRE

M. Zitouni préside la cérémonie commémorative du 59^e anniversaire de la mort du colonel Si M'hamed Bougara

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a présidé hier la cérémonie commémorative du 59^e anniversaire de la mort du colonel Si M'hamed Bougara, organisée dans la commune d'Ouled Bouaachra, à 37 km à l'ouest de Médéa.

Le ministre, qui était accompagné du ministre des relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, s'est recueilli à la mémoire du commandant de la wilaya IV historique, tombé au champ d'honneur le 5 mai 1959, après un accrochage avec les troupes coloniales.

Il s'est rendu par la suite au pôle universitaire de Médéa où il a rappelé, dans une brève allocution, les grandes qualités humaines de ces martyrs qui ont sacrifié sa vie

pour la liberté du pays.

«Le combat du colonel Si M'hamed Bougara restera gravé à jamais dans la mémoire des Algériens et sa bravoure et son abnégation sont un modèle pour les futures générations», a indiqué le ministre, lors de son intervention, ajoutant que le parcours de cette grande figure de la guerre de libération constitue une «passerelle entre le passé récent du pays et son avenir».

M. Zitouni avait inauguré, en marge de cette cérémonie commémorative, la 3^e édition de la «rencontre du printemps», qui se tient dans la commune de Si-Mahdjoub, avant de procéder à la baptisation d'un centre de formation professionnelle, sis au quartier

Damiète, périphérie de Médéa, du nom du défunt moudjahid Ayad Maïa.

Le colonel Si M'hamed Bouguerra a été un fin stratège militaire qui a permis de faire basculer la balance, sur le terrain des opérations, en faveur des troupes de l'armée de libération nationale (ALN), durant les deux années qu'il passa à la tête du commandement de la wilaya IV historique, soit d'avril 1957 au 5 mai 1959.

Né le 2 décembre 1928 à Khemis Meliana (Ain Deffa), le chahid a connu, au lendemain du soulèvement populaire du 8 mai 1945, les geôles du colonialisme.

Sitôt libéré, il rejoint les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il est

arrêté, une seconde fois, en 1951, pour «activités politiques subversives» et condamné à trois ans de prison.

Au déclenchement de la Révolution de novembre 54, Si M'hamed Bougara est chargé de l'organisation de la résistance armée à Amrouma, dans la localité de Tniêt El-Had.

Il participera, le 20 Aout 1956, au congrès de la Soummam et fut désigné responsable politique et membre du conseil de la wilaya IV Historique, puis promu, en 1958, au grade de colonel.

Il est nommé à la tête des troupes de la ALN opérant à travers tout le territoire de cette même wilaya, jusqu'à sa mort, le 5 mai 1959.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, M^{ME} BENGHABRIT : « Redonner au référent culturel algérien la place qui lui sied »

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit a mis l'accent, hier, sur la nécessité de redonner au référent culturel algérien «la place qui lui sied» et d'accompagner l'apprenant pour «pouvoir construire son identité littéraire». «Nous devons valoriser l'intelligence algérienne, redonner au référent culturel algérien la place qui lui sied et accompagner l'apprenant pour pouvoir construire son identité littéraire à travers ses écrits et ses lectures d'œuvres algériennes», a indiqué Mme.

Benghabrit lors d'une cérémonie de distinction de 10 élèves lauréats du Concours national de composition épistolaire, organisé par le ministère de la

Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique en collaboration avec le ministère de l'Education dans le cadre du Concours international de composition épistolaire.

Mme Benghabrit a affirmé, à ce propos, que toutes les dispositions prises dans le cadre de l'amélioration de la mise en œuvre de la réforme de l'éducation, décidée par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika vise à «construire une école de qualité, ouverte et accessible à tout un chacun». Salueant le personnel de l'Education pour «sa mobilisation, hier comme aujourd'hui, afin de permettre à l'établissement éducatif de poursuivre sa mis-

sion d'éducation et d'enseignement», Mme. Benghabrit a estimé que «nous ne pouvons continuer à être de simples consommateurs dans le monde qui nous entoure». «Aujourd'hui plus que jamais, nous devons être compétitifs dans le domaine de l'Education», a déclaré la ministre, assurant que la «meilleure voie pour réaliser cet objectif est de s'armer de la science et du savoir, en tant que socle de la citoyenneté et de la lutte contre tout péril guettant la stabilité et l'unité de notre Nation».

La ministre a félicité, enfin, les lauréats de cette manifestation et les a encouragés à continuer à écrire, à lire et à innover.

ANP :

Gaïd Salah : Le Haut commandement «déterminé» à maintenir les efforts en harmonie avec les exigences de la sécurité du pays

Le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre la défense Nationale (MDN), Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a mis l'accent hier sur «la grande détermination» du Haut Commandement à maintenir les efforts consentis par l'ANP «en parfaite harmonie avec les exigences de la sécurité de l'Algérie», indique un communiqué du MDN.

Au premier jour de sa visite de travail et d'inspection dans la 2^{ème} Région militaire à Oran, dans le cadre du suivi de l'état d'avancement de l'exécution du programme de préparation au combat 2017/2018, Gaïd Salah a mis l'accent, sur «la grande détermination du Haut Commandement à maintenir les efforts consentis par l'Armée nationale populaire en parfaite harmonie avec les exigences de la sécurité de l'Algérie, de sa défense nationale, de la sauvegarde de son indépendance et sa souveraineté, ainsi que de son intégrité territoriale et sa cohésion populaire».

Le chef d'Etat-majour de l'ANP a suivi un exposé global sur l'idée et les différentes étapes de l'exercice de débarquement naval TOUFANE 2018, qui sera exécuté, dimanche, au niveau de la Façade maritime Ouest par des unités conjointes relevant des Forces navales et des Forces terrestres, appuyées par des unités des Forces aériennes et des Forces de Défense aériennes du Territoire, et ce, conformément à la Directive de préparation au combat.

«Dans cette optique, nos Forces armées, à travers l'ensemble du territoire national, accordent une importance majeure à leurs missions, à même de motiver tous ses cadres et personnels à s'acquitter de leurs missions convenablement et au moment opportun, ce qui permet d'aboutir au rendement souhaité dans toutes les conditions et les circonstances», a souligné Gaïd Salah.

Il a rappelé, à cette occasion, que «les efforts continus consentis pour la concrétisation minutieuse et rigoureuse du contenu des programmes de préparation au combat et des différentes instructions et orientations, sont des efforts intrinsèques sur lesquels nous comptons pour la consolidation des facteurs de la force du corps de bataille de l'ANP, permettant, donc, d'assurer le devoir de contrecarrer n'importe quelle éventuelle menace quelle qu'en soit la source».

Auparavant et lors de la cérémonie d'accueil au niveau de la Base navale principale de Mers El-Kébir, le Général de Corps d'Armée, en compagnie du Général-Major Saïd Bey, Commandant de la 2^{ème} Région militaire, et du Général-Major Mohamed Larbi Haouli, Commandant des Forces navales, a déposé une gerbe de fleurs et récité la Fatiha du Saint Coran en hommage aux valeureux chouhada avant de procéder à l'inspection des unités navales et terrestres qui exécuteront, dimanche, l'exercice de débarquement naval Toufane 2018 au niveau de la Façade Maritime Ouest.

Il s'est également enquis des derniers préparatifs de cet exercice.

RCD L'alternative démocratique «ne peut être viable» sans la jeunesse et les femmes (Belabbas)



Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbas, a assuré vendredi à Alger que l'alternative démocratique pour laquelle son parti se bat «ne peut être viable» si elle «n'est pas portée» par un mouvement progressiste incarné par la jeunesse et les femmes.

«Il n'échappe à personne que l'alternative démocratique pour laquelle se bat le RCD depuis sa création ne peut être viable si elle n'est pas portée par un mouvement progressiste incarné par la jeunesse et les femmes de ce pays», a-t-il lancé dans son allocution d'ouverture du congrès des «jeunes progressistes» du RCD.

Il a ajouté, qu'à chaque fois que l'Algérie avait marqué l'histoire, c'était sa jeunesse qui a été «le fer de lance du changement et de la liberté citoyenne», ajoutant à l'adresse des jeunes de son parti «vous partagez le même idéal d'une Algérie de démocratie, de droit et de progrès».

«En assumant cette charge et en honorant ce devoir, vous rendez hommage aux milliers de victimes, la plupart des jeunes, qui sont tombées sous les balles du colonialisme français lors des événements du 8 mai 1945», a-t-il rappelé.

Saisissant l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse, il a estimé que «le rétrécissement des libertés jette les journalistes et les professionnels de la presse dans le désarroi et la précarité».

Évoquant l'adoption lundi du projet de loi relatif à la santé, le premier responsable du RCD a indiqué que celui-ci «ne pouvait être l'œuvre d'une administration soucieuse de réhabiliter les structures publiques de santé et un accès plus large aux soins aux populations».

Au volet économique, le RCD a considéré que la vie économique avait besoin d'un patronat qui «défend l'entreprise libre créatrice de richesses», relevant que la vie sociale doit être «animée par des syndicats autonomes et représentatifs des travailleurs algériens».

Interrogé sur la participation du RCD aux prochaines élections présidentielles de 2019, M. Belabbas a indiqué que ces questions étaient toujours «posées et soumises à débats au sein du Conseil national du parti, seule structure habilitée à prendre une telle décision.

APS

ELECTIONS

Le président de la HIISE met en avant la nécessaire concertation et formation pour parfaire le processus électoral

Le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelwaheb Derbal a mis en avant, hier à Alger, la nécessité de «poursuivre la concertation et la formation» entre tous les acteurs pour parfaire le processus électoral.

«La mission de la HIISE est de veiller et d'oeuvrer, de manière permanente et responsable, à la concrétisation de l'objectif de transparence et de régularité du processus électoral, d'où la nécessité de poursuivre la concertation, l'explication et la formation pour hisser le processus électoral dans notre pays au plus haut niveau», a déclaré M. Derbal à l'ouverture d'une session de formation au profit des partis politiques sur la surveillance des élections et à la formulation des recours, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, du ministre de la Justice, Garde des sceaux, Tayeb Louh, de la présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Fafa Benzerrouki Sid Lakhdar et de représentants du conseil Constitutionnel et du conseil d'Etat.

Estimant que «le respect de la loi et l'observation de ses dispositions et son amélioration harmonieuse et intégrée sont l'unique voie de la réussite», M. Derbal a qualifié la transparence et la régularité des élections «de devoir national et d'engagement constitutionnel», ajoutant que c'est «le garant de la légalité et de l'immunité des institutions, la base de la stabilité et du développement et une revendication permanente et renouvelée de tous les acteurs politiques».

Cette importance capitale a été maintes fois rappelée par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika qui l'a clairement inclus dans l'amendement constitutionnel de 2016», a soutenu le président de la HIISE.

S'agissant de cette rencontre, M. Derbal a fait savoir qu'il ne s'agit pas d'un dialogue politique autour de programmes mais d'une formation dans le cadre des engagements consti-



tutionnelles de l'Instance, rappelant que l'article 194 de la Constitution dispose que la Haute instance indépendante de surveillance des élections «veille à l'organisation de cycles de formation civique au bénéfice des formations politiques sur la surveillance des scrutins et la formulation des recours».

Affirmant que l'organisation des échéances électorales de 2017 a montré que les différentes étapes du processus électoral nécessitent un suivi minutieux pour l'application des règles juridiques et rapprocher et unifier la compréhension en vue d'éviter tout ce qui pourrait remettre en cause sa crédibilité», M. Derbal a affirmé que ce constat implique la communication et la consultation afin de pallier les mésinterprétations, garantir la régularité des procédures et lever d'éventuelles lacunes dans les textes et qui nécessiteraient une amélioration et une révision.

M. Derbal a exprimé le souhait de voir à l'avenir les formations politiques initier des

sessions de formation visant à «améliorer la performance» de toutes les parties concernées par le processus électoral.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette session de formation, M. Derbal a fait savoir que la HIISE «a adressé l'invitation à tous les partis politiques agréés», précisant que «une quarantaine de formations ont répondu présents».

La HIISE, a-t-il dit, «n'a de différend avec aucune partie et les partis qui ont décliné l'invitation ont raté l'occasion de faire entendre leur opinion et d'écouter celles de la HIISE et d'autres partis politiques».

La HIISE «n'est pas une instance législative et n'est pas habilitée à revoir le Code électoral en vigueur mais elle émet des observations et des avis», a rappelé M. Derbal.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui a mis l'accent sur «la grande importance de cette session de formation qui est une pro-

céduce constitutionnelle dans le cadre des missions de la HIISE», soulignant que «la formation doit être au cœur des programmes des partis politiques, des Administrations et des institutions».

De son côté, le ministre de la Justice, Garde des sceaux Tayeb Louh a précisé, en réponse à une question sur le rejet par des magistrats de certains recours de partis politiques lors des élections, que le rôle de la justice dans le processus électoral est défini en vertu des dispositions prévues par la Constitution et la loi, aussi bien durant la préparation des élections que durant le vote et le dépouillement, rappelant qu'il existe des procédures à respecter en matière d'actions en justice car il y a de la protection du fond (de l'action).

Le ministre a fait état, de ce propos, de cas de non respect des dispositions relative à la forme prévues par la loi, ajoutant que dans de tels cas la justice rejette automatiquement l'action dans la forme sans aborder le fond.

PRÉSIDENTIELLE 2019:

Le MPA se prononcera au «moment opportun» (Benyounes)

Le Mouvement populaire algérien (MPA) se prononcera «au moment opportun» par rapport à l'élection présidentielle de 2019, a indiqué hier à Alger son président Amara Benyounes.

«Le Conseil national du MPA prévoit de se réunir en automne prochain pour prendre sa décision par rapport à cette échéance électorale», a précisé M. Benyounes lors d'une session ordinaire du Conseil national.

Il a expliqué que cette décision sera précédée d'un «dialogue» qui sera lancé à l'occasion de l'université d'été du parti en septembre prochain. Sur un autre volet, M. Benyounes a souligné la nécessité d'engager en urgence des réformes «profondes et progressives» pour «sortir l'éco-

nomie nationale de la dépendance aux hydrocarbures», plaidant pour une politique économique «libre et diversifiée, basée essentiellement sur l'investissement privé».

Il a également mis l'accent sur la nécessité d'améliorer le climat des affaires dans le pays et de protéger le produit national.

«Pour que cette protection soit efficace, il faut que la production nationale soit diversifiée et de qualité, que les prix des produits locaux soient moins élevés que ceux des produits importés et que la production nationale soit suffisante pour la couverture des besoins du marché», a-t-il souligné.

Évoquant le gel de l'importation de



certaines produits, le président du MPA a estimé que cette décision «a provoqué l'augmentation des prix des produits fabriqués localement et créé par la même des situations de monopole».

ALGÉRIE-INTERPOL

Le président d'Interpol plaide pour le renforcement de la coopération avec les organisations régionales

Le président de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), Meng Hongwei, a estimé hier à Alger qu'il était «nécessaire» de renforcer la coopération avec les autres organisations régionales, notamment l'Organisation africaine de coopération policière «Afrïpol» pour faire face à la criminalité internationale.

«Si j'accorde, en tant que président d'Interpol, une importance particulière à cette visite, c'est parce que le nouveau contexte marqué par la recrudescence de la criminalité internationale, nécessite le renforcement de sa coopération avec des organisations de police régionales», a indiqué M. Hongwei dans une déclaration à l'issue de sa visite au siège d'Afrïpol à Alger.

Saluant «les efforts et la contribution particulière» de l'Algérie pour la création d'Afrïpol, il a ajouté que «l'efficacité de cette organisation africaine représente une opportunité sans précédent pour cette coopération afin de faire face aux nouveaux défis liés à la criminalité internationale».

M. Hongwei, qui est également vice-ministre chinois de la Sécurité publique, s'est dit, par ailleurs, favorable à une coopération entre son pays et Afrïpol.

De son côté, le directeur général de la sûreté nationale (DGSN), le général-major Ab-



delghani Hamel, également directeur d'Afrïpol, a appelé à une coopération entre les deux organisations (Afrïpol et Interpol), notamment pour le renforcement des capacités policières. «La coopération bilatérale se traduit sur le terrain par un échange d'informations, d'expériences et d'expertise,

mais ce que nous demandons, c'est le renforcement des capacités policières pour élever le niveau des différentes polices qui accusent un petit retard», selon lui. Le président d'Interpol a pu suivre, lors de sa visite au siège d'Afrïpol, une présentation sur le système de communication «Afsecom» qui per-

met une liaison permanente entre les différents pays membres d'Afrïpol. Jeudi passé, Meng Hongwei avait visité le Centre de commandement et de contrôle (CCC) de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) où il a reçu des explications sur les missions assignées à cette structure.

LE DG DE LA SÛRETÉ NATIONALE, LE GÉNÉRAL MAJOR ABDELGHANI HAMEL L'A AFFIRMÉ :

«Le président d'Interpol salue le professionnalisme du GOSP de Boudouaou»

Le directeur général de la Sûreté nationale, le général major Abdelghani Hamel a affirmé vendredi à Boumerdes que le président de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), Meng Hongwei avait salué le professionnalisme du Groupement des opérations spéciales de la police (GOSP) de Boudouaou (Boumerdes).

Lors d'une visite du GOSP de Boudouaou, accompagné de M. Meng Hongwei, le général major a affirmé que l'hôte de l'Algérie a salué la bonne organisation de cette unité et du haut sens de professionnalisme de ses éléments.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite, le président d'Interpol a exprimé son admiration quant à la grande compétence et bonne organisation des exercices de simulation, très proches de la réalité, exécutés à l'occasion.

Il a estimé que cette unité de police se veut «une force coercitive» pour la police algérienne en matière de lutte contre les différentes formes de criminalité, souhaitant qu'elle puisse à l'avenir contribuer au maintien de la stabilité et de la sécurité de l'Algérie.

Le général-major Hamel et le président d'Interpol ont ainsi visité les différentes structures de cette importante unité de police avant d'assister à des exercices de simulation, dont celui d'un assaut contre des terroristes dans un immeuble en zone urbaine, la simulation de la libération d'otages et un exercice de protection de personnalités.

Ils ont pris connaissance des armes et équipements utilisés dans les différentes opérations et interventions de cette unité, les matériels de pointe et les moyens de transport (hélicoptères et tous types de véhicules) dont elle dispose. Après avoir assisté à des démonstrations en arts martiaux, ils ont observé une halte au niveau du projet de réalisation d'un champ de tir moderne aux normes internationales qui sera bientôt opérationnel.

Ils ont ensuite signé le livre d'or du GOSP. Le Groupement des opérations spé-



ciales de la Police (GOSP) a été lancé le 22 juillet 2016.

Il s'agit d'une unité d'élite de la Police nationale algérienne dont le champ d'intervention couvre l'ensemble du territoire national.

Il intervient essentiellement en zones urbaines contre les éléments armés qui constituent un danger, dans les prises d'otages, la protection des personnalités et la fourniture d'aide et d'expertise en matière de lutte antiterroriste.

ALGÉRIE-ANGLETERRE

Mouna Hamitouche, Britannique d'origine algérienne élue pour la 4e fois dans une municipalité de Londres

Mme Mouna Hamitouche, une citoyenne britannique d'origine algérienne, a été élue pour la quatrième fois consécutive aux élections locales de l'Angleterre, dans la municipalité d'Islington au nord de Londres.

«Je suis très fière et honorée d'avoir été choisie pour la quatrième fois, afin de représenter Islington, l'une des plus importantes municipalités de Londres», a-t-elle déclaré samedi à l'APS, après la publication officielle des résultats des élections.

«Je suis comblée d'avoir réussi à m'imposer dans un pays très compétitif et dans la première démocratie du monde», a-t-elle ajouté non sans émotion.

Mme Hamitouche a été élue pour la première fois, membre du conseil d'Islington en 2006.

En 2010 elle a été élue maire de cette municipalité, avant d'être encore réélue en 2010 en qualité de membre du même conseil.

Elle est la première citoyenne britannique d'origine algérienne et du Moyen-Orient, dans toute l'histoire du Royaume-Uni, à avoir été élue maire d'une municipalité à Londres et inscrire son nom en lettres d'or sur la liste des maires qui se sont succédé à la tête d'Islington.

Diplômée de l'Ecole nationale de journalisme d'Alger, Mme Hamitouche a exercé en tant que journaliste dans le magazine de la femme «El Djazairia» et au journal «Al-Chaab», avant de rejoindre l'Agence Algérie Presse Service (APS) entre 1978 et 1979. Durant les années 1980, elle a assuré des cours à l'Institut du journalisme d'Alger, l'ISIC, après avoir obtenu un doctorat en communication à Paris.

Arrivée au Royaume-Uni en 1991, Mouna a réussi à se frayer une place politique au sein du parti travailliste, le Labour Party. Soucieuse de garder le lien avec son pays d'origine, elle a fondé l'association Algerian British Connection (ABC) dédiée à la promotion de la culture et de l'image algériennes à Londres. Cette association lui permet aussi d'aider les algériens, notamment, ceux nouvellement arrivés au Royaume-Uni.

En 2012, Mme Hamitouche a reçu de la main de la reine Elisabeth en personne, le titre honorifique du MEB (membre de l'empire britannique), pour ses qualités de leadership dans le gouvernement local et la société civile.

APS

ALGÉRIE-ANDORRE

L'ambassadeur d'Algérie Abdelkader Mesdoua remet ses lettres de créance au coprinced'Andorre

L'ambassadeur d'Algérie, Abdelkader Mesdoua, a remis vendredi ses lettres de créances au coprinced'Andorre, Mgr. Joan Enric Vives i Sicília, l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plé-

nipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la Principauté d'Andorre, avec résidence à Paris.

La cérémonie de remise des lettres de créances s'est dérou-

lée au palais épiscopal à La Seu d'Urgell, a-t-on indiqué auprès de l'ambassade d'Algérie en France.

M. Abdelkader Mesdoua, rappelle-t-on, avait présenté le 18 décembre dernier ses let-

tres de créances au président de la République française, Emmanuel Macron, l'accréditant en sa qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Algérie auprès de la France.

GRÈCE : Forte dégradation des fonds propres des banques en cas de choc économique

La Banque centrale européenne (BCE) a publié hier des résultats de tests de résistance menés sur les quatre principales banques grecques montrant que leur réserves de fonds propres subiraient une forte dégradation en cas de choc économique.

Le superviseur bancaire de la zone euro s'est penché sur les bilans d'Alpha Bank, Eurobank, de la Banque nationale de Grèce (BNG) et de Piraeus Bank en les soumettant à des scénarios de crise liés par exemple à des non remboursements de prêts ou à un recul de leurs chiffres d'affaires.

Objectif: voir si leurs réserves en fonds propres sont suffisantes.

Il en résulte une «diminution moyenne» de leur ratios de fonds propres dits «durs», les Common Equity Tier 1, «de l'ordre de 9 points de pourcentage, ce qui équivaut à 15,5 milliards d'euros», a indiqué le gardien de l'euro dans un communiqué.

Cette baisse équivaut à peu près pour chaque établissement à une réduction de moitié de leurs fonds propres, donc de leur matelas de secours en cas de crise.

La perte serait de 8,56 points de pourcentage pour Alpha Bank, de 8,68 points pour Eurobank, 9,56 pour BNG et 8,95 pour Piraeus Bank, détaille la BCE, qui toutefois affirme que ces résultats ne constituent pas un brevet de solvabilité ou a contrario son rejet.

«Ces données serviront avec d'autres éléments à l'évaluation générale des banques», a indiqué un porte-parole de la BCE.

Les quatre institutions bancaires grecques font partie de quelque 120 banques de la zone euro que la BCE supervise depuis 2014.

Ces tests interviennent alors que la décision sur une éventuelle prolongation du plan d'aide à la Grèce, qui doit théoriquement arriver à échéance le 20 août, doit être prise prochainement par les créanciers d'Athènes.

Les constituent l'un des éléments qui doivent permettre d'évaluer la situation économique globale de la Grèce et, in fine, de trancher sur une éventuelle prolongation des aides.

Athènes a bénéficié depuis 2010 de trois prêts internationaux de plus de 300 milliards d'euros au total ainsi que d'une restructuration importante de sa dette privée, l'ensemble assorti d'une stricte austerité.

Le programme d'aide du troisième prêt international accordé en juillet 2015 prend fin le 20 août, mais selon la presse allemande, les créanciers du pays méditerranéen envisagent de prolonger le programme.

CÉRÉALES : Le blé régresse sur les marchés européens

Les prix du blé étaient orientés à la baisse jeudi, le marché reprenant son souffle après la forte hausse de ces derniers jours.

En milieu de journée sur Euronext, la tonne de blé reculait de 75 centimes d'euro, tant sur l'échéance de mai à 170,25 euros que sur celle de septembre à 174 euros, pour un peu plus de 16.000 lots échangés. Les éléments climatiques aux Etats-Unis et sur le bassin mer Noire (Russie, Ukraine, Kazakhstan) ont soutenu les cours ces derniers jours. Aux Etats-Unis, on a assisté mercredi «à des prises de profit, notamment de la part des commerciaux et des fonds, suite à la récente hausse motivée essentiellement par des craintes climatiques», soulignait le cabinet Agritel.

Sur le plan monétaire, l'euro se maintenait en hausse face au dollar au lendemain d'une réunion de la banque centrale américaine (Fed), qui ne semble pas vouloir accélérer la remontée de ses taux directeurs.

La tonne de maïs, elle, reculait de 1,25 euro sur l'échéance de juin, à 166 euros, et de 75 centimes d'euro sur celle d'août, à 171 euros, pour un peu plus de 100 lots échangés.

FAO : La pollution des sols menace la productivité agricole mondiale

La pollution des sols représente une menace inquiétante pour la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la santé humaine, mais l'on n'en sait que très peu au sujet de l'ampleur et de la gravité d'une telle menace, a indiqué l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

Selon un rapport de la FAO publié à l'occasion du lancement d'un symposium mondial, l'industrialisation, les guerres, les activités minières et l'intensification de l'agriculture ont toutes contribué à la contamination des sols à travers le monde, tandis que l'urbanisation des villes a contribué à ce que le sol soit utilisé comme une sorte de déchetterie communale.

D'après le nouveau rapport de la FAO, si l'intensification agricole, la production agricole et l'urbanisation continuent de se développer rapidement, une évaluation de la situation de la pollution des sols à l'échelle mondiale n'a jamais été menée.

D'après le rapport en Australie, pour exemple, près de 80.000 sites auraient leur sol contaminé alors qu'en Chine, 16 % de l'ensemble des sols et 19 % des sols agricoles sont pollués tandis qu'environ 3 millions de sites potentiellement pollués dans la zone économique européenne et dans les Balkans occidentaux.

Aux Etats-Unis, au moins 1.300 sites apparaissent sur la liste des endroits pollués dans les priorités nationales, continue la même source.

«Des chiffres pareils nous aident à comprendre les dangers posés par la pollution dans les sols mais ne reflètent pas l'ampleur complète de la pollution des sols dans le monde.

Ils soulignent toutefois l'insuffisance des informations disponibles et des différences constatées lorsqu'il est question d'enregistrer les sites pollués à travers les régions géographiques», révèle cette publication.

La production des produits chimiques en hausse continue

Le rapport de la FAO a de même noté que la production de produits chimiques a rapidement augmenté ces der-



nières décennies et est appelée à augmenter chaque année de 3,4 % jusqu'à 2030. Les pays ne faisant pas partie de l'OCDE seront des contributeurs encore plus importants à l'avenir, a souligné la source. En 2015, l'industrie chimique européenne était responsable de 319 millions de tonnes de produits chimiques, dont 117 millions considérées comme nuisibles pour l'environnement. La production mondiale d'ordures ménagères s'élevait aux alentours de 1,3 milliard de tonnes par an en 2012 et devrait augmenter jusqu'à 2,2 milliards de tonnes annuelles d'ici 2025.

Dans de nombreuses régions du monde, les niveaux de polluants organiques persistants dans le lait humain sont supérieurs à ce qui est considéré comme sain, avec une plus grande incidence en Inde et dans certains pays européens et africains.

Certains pays à faible et moyen revenu ont considérablement augmenté leur utilisation de pesticides cette dernière décennie.

Selon ce même rapport, la production mondiale de fumier a augmenté de

66% entre 1961 et 2016, passant de 73 à 124 millions de tonnes.

Le fumier peut contenir des quantités élevées de métaux lourds, d'organismes pathogènes et d'antibiotiques, avertit la FAO.

Les sols se trouvant près des routes contiennent des quantités élevées de métaux lourds, d'hydrocarbures et d'autres polluants, représentant ainsi une menace en cas de production alimentaire dans les zones adjacentes ou de pâturage en bordure de route.

Environ 110 millions de mines ou d'autres types d'explosifs non explosés sont éparpillés à travers 64 pays sur tous les continents, des restes de guerre qui ont des conséquences mortelles pour les fermiers.

Presque tous les sols de l'hémisphère Nord contiennent des radionucléides, avec une concentration plus élevée que le niveau de fond - et ce même dans les zones éloignées, conséquence des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère et de catastrophes radiologiques comme celle de Tchernobyl, a fat savoir la FAO.

BM-AFRIQUE La Banque mondiale finance un projet pour l'amélioration des capacités d'irrigation au Sahel

Le gouvernement nigérien et une délégation de la Banque mondiale ont signé vendredi à Niamey une convention de financement d'un projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation dans la région du Sahel pour un montant de 25 millions de dollars a-t-on appris de source officielle.

L'objectif est d'améliorer les capacités d'irrigation et d'accroître les superficies irriguées selon une approche régionale basée sur les solutions dans six pays du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Il s'agit d'une initiative de la Banque mondiale et de l'ONU, lancée en octobre 2013 à Dakar lors du sommet de haut niveau sur l'irrigation.

Elle vise à atteindre un million d'hectares irrigués dans la région à l'horizon 2020.

Pour la responsable des opérations de la Banque mondiale au Niger, Soukeyna Kane, «ce caractère régional du projet se justifie par la forte volonté de coopération entre les Etats du Sahel, une coopération qui leur permet d'améliorer la perfor-

mance du secteur irrigué, d'accélérer les investissements en travaillant très concrètement sur la façon de faire les choses».

«Au-delà des échanges de connaissances, il s'agit de partager le processus et les modalités de mise en oeuvre pour que des solutions adaptées aux besoins des producteurs soient appropriées par les acteurs et institutionnalisées au niveau des Etats», a-t-elle précisé.

La ministre nigérienne du Plan, Aïchatou Boulama Kané, a indiqué qu'à cet effet, un portefeuille de projet «sera élaboré en prenant en compte les potentiels en ressources en eau, les préoccupations liées à la sécurité foncière, la réhabilitation et la construction de nouveaux schémas d'irrigation et toutes autres infrastructures permettant le désenclavement des zones concernées et l'évacuation des productions».

Au Niger, ce projet touchera 9.700 bénéficiaires directs, dont 35% de femmes, dans 17 communes de onze départements situés dans les régions d'Agadez, de Dosso, de Tillabéry et de Tahoua.

PAKISTAN : Islamabad se dote d'une infrastructure aéroportuaire moderne

La capitale du Pakistan, Islamabad, dispose depuis jeudi d'une infrastructure aéroportuaire moderne, ont rapporté des médias.

«Le nouvel aéroport international d'Islamabad est devenu complètement opérationnel depuis aujourd'hui avec le départ et l'arrivée de plusieurs vols domestiques et

internationaux», s'est réjoui Pervez George, le porte-parole de l'Autorité pakistanaise de l'aviation civile.

Les avions «ont décollé et atterri dans le nouvel aéroport comme prévu», a-t-il ajouté.

Le nouvel aéroport, à l'architecture moderne, est prévu pour pouvoir accueillir 9 millions de passagers par

an, alors qu'une amélioration sensible de la situation sécuritaire génère une forte croissance économique.

Les travaux devaient s'achever en 2011 et l'aéroport démarrer son activité dès janvier 2012, mais les travaux ont pris de retard, selon la même source.

FINANCE :

La Hongrie prête à s'opposer au projet de budget de l'UE

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a averti vendredi que Budapest n'hésitera pas à opposer son veto au projet de budget post-Brexit de l'Union européenne, qui propose notamment de lier le versement de fonds européens au respect de l'Etat de droit.

«Il doit y avoir unanimité, donc les Hongrois n'ont pas à s'inquiéter», a déclaré le dirigeant lors d'une de ses interventions régulières à la radio publique hongroise.

«Tant que les Hongrois ne donneront pas leur feu vert, il n'y aura pas de budget», a-t-il ajouté.

Dans sa proposition de budget de l'UE pour la période 2021-2027, la Commission européenne a proposé d'établir un lien inédit entre versement des fonds européens à un pays et respect de l'Etat de droit. Budapest - comme Varsovie - a été critiqué à de nombreuses reprises par Bruxelles pour avoir pris des mesures considérées comme portant atteinte aux normes démocratiques.

Jeudi, le ministre hongrois des Affaires étrangères Peter Szijjarto avait vivement réagi qualifiant de «chantage» cette proposition basée, selon lui, sur des «critères subjectifs».

M. Orban, au pouvoir depuis 2010, a assuré vendredi que la Hongrie n'avait rien à craindre d'une évaluation basée sur le respect de l'Etat de droit, affirmant que le pays avait reçu un satisfecit de Bruxelles en 2013. «Nous pouvons être tranquilles», a dit le Premier



ministre. Il a en revanche promis de se montrer ferme sur la politique migratoire dont il a fait son cheval de bataille: «Je ne soutiendrai pas un budget européen qui prendrait aux agriculteurs, ou à la recherche et au développement pour donner aux pays qui laissent entrer des migrants», a-t-il prévenu.

«Pas un seul centime ne doit être donné pour les migrants», a insisté le dirigeant de 54 ans ouvertement hos-

tile à l'immigration musulmane en Europe. Membre de l'UE depuis 2004, la Hongrie fait partie des principaux bénéficiaires nets de fonds européens. Réélu en avril avec une majorité des deux tiers au Parlement qui lui donne les coudées franches, Viktor Orban a indiqué dans la même interview que son troisième mandat d'affilée sera voué à construire «une démocratie chrétienne enracinée dans la tradition européenne» et «à l'ancienne».

SÉNÉGAL :
750.000 personnes
ont besoin
d'une assistance
alimentaire

Quelque 750.000 personnes vivant dans le nord du Sénégal ont besoin d'une assistance alimentaire, a annoncé le Programme alimentaire mondial (PAM), en mettant en garde contre une «période de soudure» plus précoce que d'habitude.

«Des études () indiquent que 750.000 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire.

Et ces personnes sont localisées dans la partie nord du Sénégal, dans la région de Matam et le département de Podor», a affirmé jeudi à Dakar le directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Abdou Dieng, lors d'une conférence de presse avec les directeurs en Afrique de l'Ouest de l'Unicef et de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Selon la FAO, le PAM et l'Unicef, de mauvaises précipitations survenues en 2017 «ont ruiné» le bétail et les récoltes dans de vastes régions du Sahel, ce qui a engendré un début précoce de «la saison de soudure» dans le sud de la Mauritanie, le nord du Sénégal et certaines parties du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad.

«Le gouvernement du Sénégal a déjà pris les choses en main» en mettant sur pied un «plan de riposte» contre cette situation, a souligné le directeur du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, assurant que l'organisme d'aide alimentaire des Nations unies va apporter son soutien à 150.000 des 750.000 en manque de vivres dans le nord du Sénégal. «Il y a urgence. Si on ne réagit pas maintenant, les choses risquent de s'aggraver dans les mois qui viennent, pendant la période de soudure, notamment entre les mois de juin et septembre», a-t-il prévenu, ajoutant que la «période de soudure pourrait arriver cette année un peu plutôt que d'habitude».

Dans la zone du Sahel, plus qu'un million de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire, 1,6 million d'enfants sont menacés de malnutrition aiguë sévère, et 2,5 millions d'éleveurs et d'agriculteurs ont besoin d'une aide urgente, selon le PAM.

EUROPE
Les Bourses
européennes
terminent en hausse
après le rapport sur
l'emploi américain

Les Bourses européennes ont terminé vendredi en hausse, après la publication d'un rapport en demi-teinte sur l'emploi américain qui a provoqué la baisse de l'euro. En début d'après-midi, la monnaie unique est tombée à 1,1911 dollar, son plus bas niveau depuis le début de l'année. Le rapport sur l'emploi américain «s'est montré mitigé» entre une baisse du taux de chômage sous les 4%, des créations d'emplois décevantes et une augmentation minimale des salaires, a relevé Art Hogan de Wunderlich Securities. «Mais il ne contient pas de mauvaises nouvelles en tant que tel», a-t-il estimé. A Wall Street, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average s'appréciait de 1,09% à 24.191,59 points, le Nasdaq de 1,34% à 7.183,34 points, et l'indice élargi S&P 500 de 0,99% à 2.655,75 points.

Dans le même temps, Apple (+3,42%) montait à un niveau record dans le sillage de résultats meilleurs que prévu et de l'achat d'actions supplémentaires par la holding de l'investisseur respecté Warren Buffett, signe encourageant. L'Eurostoxx 50 a progressé de 0,61%. A Paris, l'indice CAC 40 a pris 0,26%, ou 14,39 points, à 5.516,05 points dans un volume d'échanges élevé de 3,9 milliards d'euros. La Bourse de Londres a engrangé 0,86%, grâce aux bons résultats du groupe aérien IAG et à la baisse de la livre face au dollar après l'emploi américain. L'indice FTSE-100 a pris 64,45 points à 7.567,14 points. A Francfort, l'indice DAX a bondi de 1,02% dans un marché aidé par l'euro plus faible. L'indice vedette a pris 119,5 points pour terminer à 12.819,60 points. Le MDax a gagné 0,56% à 26.379,85 points. L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a gagné 0,72% à 555,70 points. L'indice SMI de la Bourse suisse a pris 0,70%, à 8.903 points. A Madrid, l'indice IBEX a gagné 0,65% à 10.104,1 points. A Milan, l'indice MIB a progressé de 1,12% à 24.335 points. A Lisbonne, l'indice PSI 20 est resté stable (+0,02%) à 12.420,46 points.

APS

CÔTE D'IVOIRE :

La plus grande mine d'or pourrait fermer dans 5 ans

La mine d'or de Tongon, la plus importante de Côte d'Ivoire, pourrait fermer dans cinq ans, a annoncé vendredi son propriétaire, soulignant toutefois disposer de nouveaux permis pour remédier à cette disparition.

La production de la mine de Tongon (Nord), fleuron de l'industrie minière du pays, a atteint 8,97 tonnes en 2017 contre 8,10 tonnes en 2016 soit une hausse de 10%.

Les prévisions pour 2018 s'établissent à environ 10 tonnes.

L'exploitation est assurée depuis 2010 par la compagnie Randgold Resources cotée aux bourses de Londres et de New York.

Nous sommes aujourd'hui, selon l'étude

de faisabilité, à cinq ans de la durée de vie de la mine» a déclaré le Sud-Africain Dennis Marc Bristow, patron de Randgold Resources. «C'est ce défi que nous avons à relever.

Nous travaillons pour étendre la durée de vie de la mine ou trouver une mine qui puisse prendre la relève de Tongon» a-t-il assuré. La compagnie affirme détenir 11 permis dont deux sont parmi les plus avancés et les plus prometteurs.

«En 2018, nous allons investir six milliards de CFA (9 millions d'euros) sur les permis d'exploitations de Boundiali et de Mankono nord» a annoncé M.Bristow, en dévoilant ses projets.

«Notre stratégie est à long terme. Nous ne res-

tons pas seulement au Nord de la Côte d'Ivoire, nous sommes entrain d'étendre notre empreinte aussi bien au centre, mais au Sud-Est du pays dans le cadre d'un partenariat avec d'autres compagnies» a-t-il expliqué.

Les rumeurs de fermeture prochaine de Tongon ont été à l'origine des nombreuses grèves qui ont secoué la mine en 2017 et 2018. «Cette situation inquiète le personnel» a expliqué M. Bodiel N'Diaye, directeur pays de Randgold, évaluant le «préjudice causé par les 40 jours de grèves à 22 millions de dollars».

La compagnie a injecté dans l'économie ivoirienne plus de 550 milliards de CFA (840 millions d'euros) depuis le démarrage

de la mine en 2010, sous forme d'impôts et taxes, de dividendes payés à l'Etat et aux fournisseurs locaux.

La production d'or totale de la Côte d'Ivoire est modeste à l'échelle internationale.

Elle s'est élevée à 25 tonnes en 2017, en hausse de 2% sur 2016, selon des chiffres officiels, mais des gisements prometteurs sont en cours de développement.

Le président ivoirien Alassane Ouattara a exprimé son ambition de faire de la Côte d'Ivoire un pays minier, mais le secteur dans son ensemble (or, bauxite, nickel, cuivre, fer), qui emploie près de 44.000 personnes, n'a représenté qu'un peu moins de 3% du PIB ivoirien en 2017.

CANADA :

Déficit commercial record à 4,1 mds CAD en mars

Le déficit commercial du Canada s'est creusé à 4,1 milliards de dollars canadiens (2,7 milliards d'euros) en mars, avec «un niveau sans précédent» d'importations, a annoncé l'institut de la statistique.

Le Canada avait enregistré un déficit de 2,9 milliards de dollars (chiffre révisé) en février et les économistes s'attendaient à une légère réduction pour février, avec une estimation moyenne du déficit à 2 milliards CAD.

Les importations ont augmenté de 6% en mars pour atteindre 51,7 milliards de dollars, «un niveau sans précédent», après avoir crû de 2,3% en février, a indiqué Statistique Canada dans un communiqué.

Les véhicules et les pièces déta-

chées automobiles ont connu leur plus forte augmentation depuis 2011, à 10,3 milliards de dollars et +8,3% en un mois.

Les importations de biens de consommation ont progressé de 7,7% pour atteindre un sommet inégalé de 11 milliards de dollars, notamment sous l'effet du bond (+21%), des achats de vêtements et chaussures. Les achats de produits pharmaceutiques et médicaux ont augmenté de 13,2%, «en raison de plus fortes importations en provenance des États-Unis et de la Belgique», a souligné Statistique Canada. Les exportations ont progressé de 3,7% à 47,6 milliards de dollars. Les ventes de d'avions et d'autres matériels de transport ont décollé de

24,3% en mars, pour atteindre 2,3 milliards de dollars. «Les exportations de bateaux de plaisance et autres moyens de transport personnel ont presque triplé, principalement en raison de plus fortes exportations d'autres matériels de transport à destination de l'Arabie saoudite», a noté l'institut canadien de la statistique.

Les ventes à l'étranger de produits agricoles et de la pêche a été de 2,8 milliards CAD, notamment sous l'effet des exportations de blé qui ont bondi de 52%.

L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a diminué pour un cinquième mois de suite, de 2,3 milliards de dollars en février à 1,7 milliards en mars.

DOUBLE COMMÉMORATION A KHEMIS MILIANA

La création de l'Association des oulémas musulmans algériens et la mort du colonel Si M'hamed Bougara.

« Les oulémas et les martyrs, gloire de l'Algérie »



Salim Ben

Cela s'est passé un 5 mai 1931, création de l'Association des oulémas musulmans algériens, et le 5 mai 1959 la mort du colonel Si M'hamed Bougara, deux dates commémoratives de l'histoire de notre cher pays, où les événements de cette double commémoration se sont déroulés à la salle des conférences de l'APC de Khemis Miliana, en présence du wali d'Ain Defla, et les autorités civiles et militaires.

Sous le patronage du wali d'Ain Defla, en coordination avec la direction des moudjahidine et les associations culturelles de la ville de Khemis Miliana, l'APC de Khemis Miliana a organisé une conférence spéciale Bougara et Association des oulémas musulmans algériens, doyenne des associations nationales.

Après le message d'accueil du maire de la ville aux invités, ce 59e anniversaire de la mort du colonel Bougara, était l'axe de l'intervention de notre invité d'honneur, Cheikh Mkrakeb qui évoqué le parcours des chouhadas et des oulémas dans l'éducation des personnes et le développement des esprits.

«Nous devons nous rassembler autour des oulémas et les sacrifices de nos martyrs qui ont donné des leçons à l'ennemi».

Il a mis l'accent sur l'importance du rôle joué par l'Association des oulémas musulmans algériens, créée le 5 mai 1931 par le Cheikh Abdelhamid Benbadis, dans l'éveil de la société algérienne, en prévision du déclenchement de la Guerre de libération nationale » Pour le Dr Mohamed Tikialine, professeur à l'université de Ghardaïa «Si M'hamed Bougara était une lumière pour la Wilaya 4 et la révolution algérienne, grâce à lui plusieurs opérations furent menées avec succès, Bougara était intelligent et un vrai combattant qui aimait son pays et s'est sacrifié pour cette liberté».

Pour le Dr Bourdim Abdelhafid de l'université de Tlemcen « L'objectif des oulémas était double : d'une part donner un enseignement de qualité qui permettrait aux étudiants algériens d'accéder à l'université de la Zitouna, de Tunis et toucher les populations avec la publication d'un mensuel, *Al-Chihab*, remplacé plus tard par l'hebdomadaire *Al Bassair* ».

Le wali a tenu à remercier tous les organisateurs et responsables qui ont arrangé cette journée et toutes les festivités culturelles, scientifique et sportives à la mémoire du colonel Si M'hamed Bougara.

Des récompenses ont été offertes à tous les participants, notamment les conférenciers et les organisateurs de cette journée.

Pour rappel, ce 5 mai, toutes les associations de la ville de Khemis Miliana et plusieurs personnes de plus de 20 wilayas se sont rassemblées au lieudit Ouled Bouachra, dans la wilaya de Médéa, où le colonel Bougara est tombé au champ d'honneur les armes à la main. « Allah Yarham Echouhada ».

TISSEMSILT

La CNAS planche sur la prévention sur les lieux de travail

La campagne nationale d'information et de sensibilisation sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles lancée par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) mettra l'accent cette année sur la dotation des travailleurs et le port des équipements de protection individuelle (EPI), comme levier de sécurité et de préservation de la santé des travailleurs face aux risques professionnels.

Abed Meghit

«Les contrôles de prévention menés par l'Agence CNAS de la wilaya de Tissemsilt au niveau des entreprises révèlent l'absence de dotation des EPI spécifiques aux risques dans certaines activités et le comportement des travailleurs qui en disposent mais qui ne les portent pas soit par négligence soit par inconscience du travailleur au risque.

Mais, il faut savoir que le port d'un EPI s'imposera lorsque les risques ne pourront être évités ou suffisamment limités par des moyens techniques de protection collective ou par des mesures, des méthodes ou procédés d'organisation du travail.

Le choix des EPI se fera donc en fonction des risques à prévenir, des conditions de travail et des utilisateurs, et ceci très précisément en fonction des tâches réalisées par l'utilisateur, taille de l'utilisateur, composition des produits utilisés, normes en vigueur», a expliqué le directeur de l'Agence CNAS de Tissemsilt, Dr Abdesslem Hadjar.

A cet égard, l'Agence CNAS de Tissemsilt a organisé ce jeudi dernier une journée «Portes ouvertes»



sous le slogan «Les équipements de protection individuelle: obligations des employeurs et droits des travailleurs», au niveau du siège de Recouvrement pour sensibiliser les employés et les employeurs de cette campagne qui a été largement médiatisée. En outre, des dépliants et des affiches d'information et de sensibilisation, ainsi que des guides EPI ont été remis aux employeurs et aux travailleurs.

Pour la réussite de la campagne, l'agence fera appel à tous les chefs d'entreprises, membres des commissions d'hygiène et de sécurité (CPHS) et des organisations syndicales et patronales. Par ailleurs, le service de prévention de la Cnas de

Tissemsilt présentera au data show, lors de cette journée, une communication sur la réglementation algérienne relative à la protection individuelle et à l'utilisation des EPI, aux normes algériennes de protection individuelle, notamment.

Il faut noter que la réflexion relative au choix des équipements de protection associe les travailleurs concernés et tient compte des contraintes de la situation de travail (manutentions intensives, impératifs de dextérité...) et de la compatibilité avec les principes ergonomiques (confort thermique, aisance dans les mouvements, absence d'irritation de la peau...).

EL BAYADH :

Visite à Bousseghoun d'une délégation de disciples de la tariqa Tidjania de plusieurs pays d'Afrique

Une délégation de 280 disciples de la tariqa Tidjania de plusieurs pays africains a visité jeudi matin le lieu de prière et de méditation (khaloua) du saint-patron Sidi Ahmed Tidjani, fondateur de la tariqa tidjania, au vieux ksar de Bousseghoun, au sud de la wilaya d'El Bayadh.

La délégation avait effectué, mercredi soir, une visite à Bousseghoun, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya de la culture.

Cette visite est accomplie annuellement par les disci-

ples (mouridine) de la confrérie soufie qui s'adonnent entièrement à la récitation du Coran et à la prière dans la vieille mosquée du ksar de Bousseghoun.

La délégation se rendra cet après-midi à Ain Madhi, dans la wilaya de Laghouat, où se trouve le siège du Khalifa général de la confrérie Tidjania, a-t-on indiqué.

La zaouia Tidjania a bénéficié, cette année, d'une enveloppe financière de l'ordre de 20 millions DA pour pouvoir effectuer des travaux de restauration.

FESTIVAL ARABE DES RADIOS ET TÉLÉVISIONS :

Un hommage spécial à l'animatrice Nacéra Djedid et à son mari Benali Bakhchi de Radio Tlemcen

Un hommage particulier a été rendu jeudi à l'animatrice Nacéra Djedid et à son mari Benali Bakhchi de la Radio locale de Tlemcen, qui ont été primés le 29 avril dernier au concours de la 19ème session du Festival arabe des radios et des télévisions tenue à Tunis, pour leur émission sur les handicapés.

Lors de la cérémonie coïncidant avec la célébration de la Journée mondiale de la liberté d'expression, abritée par le siège de l'APW de Tlemcen, le wali Ali Benyaïche a remis des cadeaux, des diplômes et un chèque aux deux lauréats.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a félicité les deux travailleurs de la radio locale de Tlemcen pour ce prix qui a honoré l'Algérie à l'occasion de ce festival organisé par l'Union de rediffusion des Etats arabes (ASBU).



La célébration de la Journée mondiale de la liberté d'expression a été marquée par l'organisation, par l'APW de Tlemcen en collaboration avec l'université de Tlemcen,

d'une journée d'étude sur «les moyens de communication modernes entre les règles de la liberté et les besoins du développement local».

Cinq communications traitant, entre autres, de «la communication, un moyen de dialogue culturel et de développement entre les peuples», «la liberté de la presse dans la législation algérienne» et «la communication et la contribution dans le développement local», ont été animées par des enseignants universitaires et le directeur de la radio locale de Tlemcen.

Parrainée par le wali, cette rencontre a été clôturée par un hommage à des journalistes décédés, en retraite et en exercice, au niveau de la wilaya de Tlemcen.

SÛRETÉ D'ALGER : Arrestation de deux individus et récupération de 400 millions de centimes volés d'un local au marché de gros de Gué de Constantine

Les services de Sûreté de wilaya d'Alger ont récupéré une somme de 400 millions de centimes volés d'un local au marché de Constantine et arrêté deux mis en cause, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps de sécurité.

L'affaire traitée par les services administratifs de Bir Mourad Rais a été déclenchée suite à une plainte déposée par un commerçant dénonçant le vol de 400 millions de centimes et d'une compteuse de billets de son local situé au marché de gros de Gué de Constantine. Une fois sur les lieux, les éléments de la police ont constaté des fissures sur le mur arrière du local et des actes de saccage au niveau du bureau des transactions commerciales, ajoute le communiqué.

Lors du visionnage par la victime des enregistrements caméras, cette dernière a réussi à voir les deux mis en cause s'introduire au magasin munis d'un marteau et sortir avec un sac en plastique et un coffre fort.

Après investigations, la brigade de la police judiciaire a arrêté les prévenus au niveau d'un parking relevant du marché de gros avant leur transfert au siège de la police pour parachever les procédures.



Lors de l'enquête, le premier mis en cause a reconnu les faits qui lui étaient reprochés et indiqué l'endroit où il dissimulait la moitié de la somme, récupérée suite à un mandat de perquisition de son domicile ordonné par le procureur de la République territorialement compétent. Le deuxième mis en

cause a nié toutes les accusations retenues contre lui, mais la perquisition de son domicile a permis la saisie de certains objets et des vêtements utilisés lors du méfait, précise le document. Les accusés ont été présentés par la suite devant le procureur de la République territorialement compétent.

CONSTANTINE : Les accidents du travail en baisse de 7% en 2017

Une baisse du nombre d'accidents de travail estimée à 7% a été enregistrée en 2017 par rapport à l'année 2016 dans la wilaya de Constantine, a indiqué le directeur local de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), Abdallah Djeouini.

S'exprimant jeudi, en marge d'une journée portes ouvertes sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, le même responsable a précisé que 2.506 accidents de travail ont été signalés en 2017 dans la wilaya contre 2.678 enregistrés en 2016, soit un recul de 172 cas.

Malgré la réduction enregistrée en matière du nombre d'accidents recensés l'année dernière, ce chiffre reste toujours «élevé» a estimé le même responsable, soulignant les actions de sensibilisation et d'information organisées avec la collaboration des services locaux de l'inspection de travail, quant à l'importance du respect des règles de sécurité sur les lieux de travail.

Les accidents de travail recensés l'année dernière ayant eu lieu, dans 90 % des cas, dans le secteur du BTPH (bâtiment-travaux publics-hydraulique), a

affirmé le même responsable qui a déclaré que «le non respect des mesures de sécurité et de prévention et la non-conformité des outils de travail», sont les causes principales de ces accidents. Les maladies professionnelles signalées durant la même période (2017) sont liées à l'appareil respiratoire dont les travailleurs les plus touchés appartiennent au secteur du BTPH, a-t-il fait remarquer, notant que six (6) maladies de ce genre ont été enregistrées en 2017 contre seize (16) recensées en 2016. Ces portes ouvertes constituent une «opportunité pour expliquer la

mission de la sécurité sociale en définissant les mesures et les moyens à mettre en œuvre pour une meilleure promotion de la culture de la prévention au sein de l'entreprise et l'amélioration des conditions de travail en milieu professionnel», a-t-il ajouté. Plusieurs cadres de la CNAS et de l'inspection de travail dont des médecins conseils et des inspecteurs principaux ont pris part à cette manifestation organisée cette année sous le slogan «les équipements de protection individuelle, une obligation pour les employeurs et un droit des travailleurs».

MILA : Importante baisse des accidents du travail au cours de ces dernières années

Les accidents de travail enregistrent une importante baisse dans la wilaya de Mila depuis 2016, a-t-on appris du directeur local de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), Fouaz Naâssi.

S'exprimant au cours des portes ouvertes sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, tenues jeudi, le même responsable a précisé que la CNAS de Mila a enregistré 727 accidents de travail en 2016 ce qui représente une baisse de 9% par rapport à l'exercice 2015, contre 621 cas lors de l'année 2017 affirmant qu'aucun accident mortel n'a été recensé au cours de ce période. M. Naâssi a expliqué le recul du nom-

bre d'accidents dans cette wilaya par les efforts fournis par les nombreux acteurs dans ce domaine, entre chefs d'entreprises, inspection de travail et les services de la CNAS qui, à partir de 2016, ont multiplié les campagnes de prévention et de sensibilisation dans les ateliers de travail et même les centres de formation professionnelle.

Il a par ailleurs révélé que près de 50% de ces accidents se sont produits dans des administrations (hôpitaux, établissements d'enseignement) révélant que les travailleurs âgés entre 29 et 39 ans sont la plus exposée aux dangers liés au travail. Il a ajouté que les indemni-

sations des accidents de travail sont également en légère baisse, passant de 409 millions de dinars en 2016 à 404 millions de Da en 2017 faisant savoir que 50 chefs d'entreprises (ayant enregistré des accidents à répétition) ont été invités à cette manifestation par la CNAS «afin de les sensibiliser de l'importance du port d'équipements de protection individuelle et sur la nécessité de veiller à l'intégrité physique de leurs employés».

Cette manifestation a également enregistré la présence d'étudiants du centre de formation de Mila.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DE LA GENDARMERIE NATIONALE À BOUCHAOUÏ :

Le stand du «Permis piéton» pris d'assaut

Le stand du «Permis piéton pour les écoliers» a été pris d'assaut vendredi, au deuxième jour de la campagne de sensibilisation aux dangers des accidents de la route organisée par le commandement de la Gendarmerie nationale à la forêt de Bouchaoui (Alger), a-t-on constaté.

Placé à l'entrée de la forêt de Bouchaoui, le stand du «Permis piéton pour les écoliers» a suscité l'intérêt des enfants et de leurs parents venus nombreux profiter de cette journée printanière dans cet espace familial.

Les responsables du stand ont expliqué, à l'aide de dépliants et de photos, les principes fondamentaux de la sécurité routière dans le cadre d'une nouvelle expérience pédagogique au titre d'un accord conclu entre le commandement de la Gendarmerie nationale et le ministère de l'Éducation nationale pour inculquer aux enfants une culture routière en vue de réduire le nombre d'accidents de la route.

Les enfants et les élèves présents ont bien interagi avec le cours de sécurité routière qui leur a été dispensé de manière ludique afin de leur permettre d'apprendre et de saisir les consignes tout en s'amusant.

Selon les responsables du stand, les élèves qui suivent ce cours de sensibilisation se voient remettre un «Permis piéton» dans le cadre des efforts du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Alger visant à consacrer la culture de la sécurité routière dans la société.

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger cherche, à travers ce projet, à impliquer les enfants dans le processus de préparation d'une nouvelle génération respectant les règles de conduite des voitures tout en focalisant sur l'enseignement et la formation pour consacrer la prévention, a cité la même source.

Par ailleurs, la 2ème journée de cet événement a été marquée par un engouement des citoyens qui sont venus nombreux pour visiter les différents pavillons, à l'instar de celui des motos où ils ont reçu des explications sur les missions de cette brigade assurant la sécurité du réseau routier et le pavillon de l'équipe cynotechnique où une grande foule s'est rassemblée pour voir de plus près les chiens entraînés au niveau du centre de Bainem dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes.

Le pavillon de la brigade de sécurité routière a attiré, entre autres, l'attention des citoyens qui ont vu de près l'ensemble des équipements et du matériel tels que les radars mobiles et les techniques modernes mis en œuvre par la Gendarmerie nationale dans le cadre du système opérationnel pour la lutte contre les accidents de circulation.

Ils ont reçu, en outre, des explications détaillées sur la prévention routière et les modalités de signaler tout dépassement dangereux via le numéro vert 1055 et l'application «Tariki» sur le net.

Dans le cadre de cette campagne, des expositions sont organisées et des dépliants distribués au grand public pour le sensibiliser au rôle de la Gendarmerie nationale dans la préservation de la sécurité, et lui permettre de s'enquérir des nouvelles techniques utilisées en matière de lutte contre la cybercriminalité et les nouvelles missions assignées à l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui.

Selon les citoyens approchés par l'APS, l'initiative constitue une occasion propice pour s'informer sur le travail de la brigade de protection des mineurs et les modalités de recrutement au sein du corps de la Gendarmerie nationale.

Dans son allocution d'ouverture de la campagne de sensibilisation aux dangers des accidents de la route et aux différents fléaux sociaux, le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Alger, le colonel Abdelkader Berrahal, a mis en avant l'intérêt accordé par le commandement de la Gendarmerie nationale à la sensibilisation, et souligné le rôle de la prévention dans le renforcement des canaux de communication avec les différentes franges de la société et l'ancrage de l'action de proximité pour mettre fin à certains phénomènes et fléaux sociaux». Le choix des «accidents de la route» comme principal thème de cette campagne de sensibilisation a été motivé par la relation étroite entre la toxicomanie, la prise de psychotropes et de boissons alcooliques, a-t-il ajouté, précisant que cette manifestation est organisée dans la forêt de Bouchaoui, espace familial de proximité.

ETATS-UNIS

Séisme de magnitude 6,9 à Hawaï

Un séisme de magnitude 6,9 a secoué vendredi l'archipel de Hawaï, à l'endroit même où s'est produite une éruption volcanique la veille, a indiqué l'agence américaine de géologie et de sismologie (USGS). Le séisme s'est produit à 22H32 GMT à 16 km au sud-ouest de Leilani Estates à une profondeur de 5 kilomètres «quasiment exactement au même endroit que le séisme mortel de 1975, d'une magnitude de 7,1».

Le volcan Kilauea a projeté de la lave dans la journée sur la Grande île à Hawaï, contraignant des centaines de personnes, dont bon nombre de retraités, à évacuer leurs habitations, ont rapporté les autorités.

Ce volcan, l'un des cinq sur cette île, est entré en éruption jeudi après une série de séismes enregistrés au cours de la semaine écoulée.

La population de Leilani Estates et de Lanipuna Gardens, qui compte 1.700 habitants, a reçu l'ordre d'évacuer les lieux.

Le Kilauea est en éruption presque constamment depuis plus de 30 ans.

La lave qui s'écoule du cratère a recouvert 125 km², selon l'Institut géologique américain.

SUISSE :

29 personnes mortes cet hiver dans des accidents de montagne

Vingt-neuf personnes ont péri cet hiver en Valais, dans le sud de la Suisse, dans des accidents de montagne, soit plus du double par rapport à une année normale, selon la police.

Il y a quelques jours, sept alpinistes qui faisaient partie d'un groupe de randonneurs sont morts à cause du froid et de l'épuisement, après avoir été bloqués par une tempête alors qu'ils tentaient d'atteindre une cabane de montagne dans les Alpes suisses.

Le drame qui s'est déroulé dans la nuit de dimanche à lundi au-dessus dans la zone d'Arolla vient aggraver un bilan déjà lourd. En effet, 29 personnes sont mortes dans des accidents en pleine montagne en Valais entre le 1er novembre et le 30 avril, d'après les données de la police locale, selon laquelle les chutes de neige exceptionnelles en sont l'une des principales causes. Ce chiffre n'a jamais été aussi élevé au regard des statistiques de ces dernières années.

C'est plus du double par rapport à une année normale, la moyenne des cinq derniers hivers se montant à 13 décès.

CHINE :

8 morts dans la chute d'une camionnette dans une rivière

Huit personnes ont trouvé la mort et une autre est portée disparue après qu'une camionnette s'est renversée avant de tomber à l'eau dans une rivière de la région autonome Zhuang du Guangxi (sud de la Chine).

La camionnette, avec neuf personnes à son bord, est tombée jeudi soir dans une rivière du bourg de Shantou dans le district de Cangwu.

Tous les occupants étaient des habitants locaux âgés, selon le gouvernement du district.

Les secouristes sont toujours à la recherche de la personne disparue.

SAHEL :

1,6 million d'enfants menacés de malnutrition aiguë

Cinq millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire au Sahel, dont 1,6 million d'enfants menacés de malnutrition aiguë sévère, ont indiqué vendredi trois agences onusiennes qui mettent en garde contre une «catastrophe imminente».

Dans un communiqué, des agences humanitaires des Nations unies ont averti que 2,5 millions d'éleveurs de cette région africaine ont besoin d'une aide urgente pour leur subsistance.

«Nous entendons dire que des personnes réduisent le nombre de repas quotidiens et que des enfants abandonnent l'école», a déclaré Abdou Dieng, Directeur régional du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique de l'Ouest.

«Ce sont des signes révélateurs d'une catastrophe imminente que le monde ne peut pas continuer à ignorer».

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds pour l'enfance (UNICEF) et le PAM ont ainsi appelé à une réponse urgente mais aussi à investir dans la résilience de la région.

Les agences onusiennes attribuent notamment cette situation à la sécheresse, la flambée des prix des denrées alimentaires et aux conflits.

Les faibles précipitations en 2017



dans les zones pastorales du sud de la Mauritanie, du nord du Sénégal et du Mali, auraient ruiné le bétail et les récoltes, affectant les moyens de subsistance.

La région du Sahel a également connu une insécurité accrue et une

intensification des conflits armés qui perturbent les services de base et les moyens de subsistance, affectent la cohésion sociale et ont forcé des dizaines de milliers de personnes à fuir leurs foyers, ont indiqué les trois agences.

RWANDA :

Décès tragique d'un réfugié après des affrontements dans le camp de Kiziba

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a appelé vendredi à la retenue et au calme les autorités rwandaises et les réfugiés, après les récents affrontements ayant causé la mort d'un réfugié et de plusieurs blessés dans le camp de réfugiés de Kiziba, à l'ouest du Rwanda.

«Les circonstances de l'incident ne sont toujours pas clairement établies mais, selon les premières informations, le décès d'un réfugié est la conséquence d'un affrontement mardi dernier entre la police nationale

rwandaise et un groupe de jeunes réfugiés», a indiqué le porte-parole du HCR a déclaré, lors d'une conférence de presse tenue vendredi au Palais des Nations à Genève.

«Un homme a été blessé et il a été rapidement transporté à l'hôpital du district de Kibuyé.

Mais il a succombé à ses blessures au cours de la soirée», a précisé Andrej Mahecic.

Le HCR appelle également la police et les réfugiés à éviter toute autre confrontation et à régler tous les pro-

blèmes de manière pacifique.

Un précédent affrontement avait déjà fait dix morts et de nombreux blessés le 22 février, notamment parmi les forces de l'ordre.

Face aux tensions notées ces dernières semaines, la police nationale rwandaise avait récemment renforcé sa présence à Kiziba, en augmentant le nombre de ses agents le 20 avril.

Les toutes dernières confrontations ont commencé lundi (29 avril), lorsque des policiers ont utilisé du gaz lacrymogène

après avoir été bloqués par des jeunes réfugiés.

Un jeune réfugié de 12 ans est encore en convalescence à l'hôpital après avoir été blessé au cours de ces affrontements.

«23 autres auraient été arrêtés, après ce que la police nationale rwandaise a qualifié de provocations», a indiqué M. Mahecic.

Le camp de Kiziba accueille plus de 17.000 réfugiés congolais.

Beaucoup y vivent depuis plus de deux décennies - et un grand nombre d'entre eux y sont nés.

MEXIQUE :

Découverte de deux cadavres correspondant à ceux d'un Allemand et d'un Polonais

Les autorités mexicaines ont découvert dans un ravin de l'Etat du Chiapas deux corps sans vie qui pourraient être ceux de deux cyclistes, un Allemand et un Polonais, portés disparus depuis quelques jours, a indiqué vendredi le parquet. L'hypothèse privilégiée est que les deux hommes, qui roulaient ensemble, auraient «perdu le contrôle» de leurs vélos et «sont tombés dans un ravin» alors qu'ils se trouvaient sur une route reliant San Cristóbal a Ocosingo, au Chiapas, a indiqué le procureur du district de Selva dans le Chiapas (sud), Arturo Lievano Flores, sur Radio Formula. «C'est un endroit très accidenté, c'est une route très étroite proche d'un ravin profond d'environ 200 mètres. Faire du vélo à cet endroit est très risqué», a-t-il ajouté.

Les deux victimes seraient un Polonais, Krzysztof Chmielewski, et un Allemand, Holger Hagenbusch, connus pour aimer

voyager à vélo à travers le monde. Le premier corps trouvé dans le ravin pourrait être celui du cycliste polonais. Le second semble correspondre aux éléments communiqués par l'ambassade allemande, a indiqué vendredi le procureur. Les autorités mexicaines effectueront des prélèvements d'ADN sur les corps afin de les identifier formellement.

Le premier corps découvert était dans un état de décomposition avancé.

Selon le médecin légiste, de nombreuses fractures sur le corps et la tête ont été trouvées alors qu'il n'a relevé aucune lésion pouvant laisser penser qu'il s'agirait d'un meurtre.

L'annonce de la disparition du cycliste allemand s'était propagée le 29 avril sur Facebook après que son frère avait envoyé un appel à l'aide sur lequel figurait la dernière photo du cycliste, un homme de grande taille portant une longue barbe blonde.

GRÈCE :

Plus de 10 000 rapatriements volontaires de migrants depuis juin 2016

Plus de 10.000 migrants ayant afflué en Grèce depuis deux ans ont été rapatriés volontairement vers leurs pays d'origine, a annoncé vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Plus des trois quart des bénéficiaires de ces programmes de rapatriement, financés par l'Union européenne (UE), sont des hommes, a précisé l'OIM.

Il s'agit en majorité des migrants venant du Pakistan, l'Irak et l'Afghanistan. Il s'agit de personnes rapatriées entre juin 2016 et avril 2018.

L'OIM offre ces programmes aux déçus de la migration, soit qu'ils réalisent ne pas pouvoir régulariser leur situation, soit, dans le cas de demandeurs d'asile, qu'ils soient découragés par la lenteur des procédures et leurs conditions de vie dans des centres débordés. Après le grand exode moyen-oriental de 2015 et début 2016, qui a fixé en Grèce quelque 50.000 migrants et demandeurs d'asile, le gouvernement grec avait donné un coup de pouce à ce programme de retours volontaires par une astuce légale à l'époque dénoncée par les défenseurs des réfugiés.

La police grecque a pour sa part indiqué que 20.555 migrants étaient rentrés dans leurs pays en 2017, soit volontairement, soit parce qu'ils ont été expulsés.

SANTÉ MENTALE : Une question négligée mais cruciale pour réaliser les objectifs mondiaux

La santé mentale est l'un des problèmes de santé mondiale les plus négligés, en dépit de son importance dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les dirigeants du monde, ont déclaré des hauts fonctionnaires des Nations unies lors d'une réunion à Londres cette semaine.

«Une personne sur quatre vit un épisode de santé mentale au cours de sa vie, mais la question reste largement négligée», a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors d'une table ronde sur la santé mentale organisée conjointement par son bureau, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Wellcome Trust, une fondation caritative qui soutient les scientifiques et les chercheurs.

«L'ONU est déterminée à travailler avec des partenaires pour promouvoir la santé mentale et le bien-être pour tous», a ajouté M. Guterres, cité par un communiqué de l'ONU.

La table ronde, qui s'est tenue mercredi soir, incluait la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, la directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Henrietta Fore, et une vingtaine d'universitaires, de représentants de gouvernements et



de la société civile. Mme Mohammed a expliqué que la santé mentale n'est pas seulement un problème pour le secteur de la santé car elle est également liée à l'égalité et aux droits individuels fondamentaux.

A cet égard, elle a appelé à un plus grand investissement intersectoriel

pour résoudre le problème. L'événement s'est tenu en marge d'une réunion du Conseil des chefs des organismes des Nations Unies, réunissant à Londres, sous la présidence du secrétaire général, les chefs de 31 agences, fonds et programmes des Nations unies.

SELON L'ONU Les sages-femmes sont essentielles à la prestation de soins de qualité aux femmes et aux nouveaux-nés

Les sages-femmes sont essentielles à la prestation de soins de qualité aux femmes et aux nouveaux-nés, rappelle l'ONU à l'occasion de la Journée internationale de la sage-femme qui est célébrée chaque année le 5 mai.

«Les sages-femmes (de même que les personnes qualifiées en obstétrique) sont les principales prestataires de soins auprès des femmes et de leurs nouveaux-nés au cours de la grossesse, du travail, de l'accouchement et de la période post-partum», indique dans un communiqué l'agence spécialisée des Nations unies en matière de santé reproductive, l'UNFPA.

«Une sage-femme bien formée est en mesure de fournir des informations et des services en matière de santé sexuelle et reproductive, notamment des soins prénatals, des soins obstétricaux visant à sécuriser l'accouchement, et des soins post-partum/postnatals», ajoute l'agence onusienne.

Pourtant, l'UNFPA note que les sages-femmes font défaut dans de nombreux pays en développement, et c'est dans les régions où les besoins sont les plus importants que la pénurie est la plus marquée.

L'agence spécialisée des Nations unies travaille aux niveaux mondial, régional et national pour étendre les services de sages-femmes, soutenir les efforts de formation et fournir du matériel aux institutions de sages-femmes.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) rappelle également à l'occasion de la Journée internationale de la sage-femme que «toutes les femmes et les nouveaux-nés ont droit à une qualité de soins qui favorise le respect et la dignité».

«Les faits montrent que les sages-femmes formées et qualifiées selon les normes internationales peuvent fournir 87% des services dont ont besoin les mères et les nouveaux-nés», ajoute l'OMS.

Les femmes ayant bénéficié d'une continuité des soins recommandée par l'OMS et bénéficiant d'une sage-femme connaissent une réduction de 24% des accouchements prématurés, sont 16% moins susceptibles de perdre leur bébé et déclarent être plus satisfaites de leur accouchement.

«Nous devons travailler pour faire en sorte que toutes les femmes aient accès à la continuité des soins dispensés par une sage-femme formée et certifiée», souligne l'OMS.

L'OMS publie de nouvelles directives pour s'attaquer aux 'mauvaises' graisses

Des maladies cardiovasculaires liées à des aliments contenant des graisses saturées et des gras trans causent chaque année dix-sept millions de décès.

Des nouvelles propositions de l'OMS demandent aux gens, partout dans le monde, de réduire leur consommation de nourriture grasse, obstruant les artères.

Les graisses saturées sont très communes et se retrouvent dans le beurre, le saumon, le jaune d'œuf et le lait de vache.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) veut que les adultes et les enfants réduisent leur consommation de ces matières grasses de 10% du total de leur besoin énergétique quotidien.

L'agence onusienne veut aussi que les gras trans - que l'on trouve dans les aliments cuits et frits et dans l'huile de cuisson - ne représentent qu'1% de ce que les gens ont besoin de manger chaque jour.

La bonne nouvelle est qu'il existe des alternatives plus saines aux aliments chargés de «mauvais» acides gras saturés et trans qui sont souvent étiquetés «hydrogénés» - une indication que l'hydrogène leur a été ajouté afin qu'ils soient plus faciles à utiliser.

«Si nous voulons vraiment nous débarrasser des dangers de l'excès de gras trans, il doit y avoir une action énergique de la part des gouvernements pour s'assurer que les produits manufacturés n'utilisent pas d'huile végétale hydrogénée (...) Dans les pays où les gras trans ont été éliminés, le consommateur ne le remarque même pas», a indiqué dans un communiqué le Dr Francesco Branca, directeur du service nutrition à l'OMS.

«Ainsi, les producteurs peuvent utiliser une autre graisse avec la même propriété et vous pouvez avoir votre croissant qui ne contient aucun gras trans», a-t-il ajouté.

APS

SELON L'UNICEF 140 millions d'enfants risquent de tomber malades ou de mourir faute de vitamine A

Plus de 140 millions d'enfants sont exposés à un risque accru de maladie, de perte d'audition, de cécité, voire de décès si des mesures urgentes ne sont pas prises pour leur fournir une supplémentation en vitamine A, avertit l'UNICEF dans un nouveau rapport publié mercredi.

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'administration de deux doses de vitamine A chaque année pourrait sauver la vie de millions d'enfants.

Malgré cela, la couverture de cette intervention peu onéreuse a enregistré un recul préoccupant en 2016, d'après les conclusions de ce même rapport.

Dans 26 des pays qui enregistrent les taux de

mortalité infantile les plus élevés - et où les programmes de supplémentation en vitamine A sont donc essentiels - 61 millions d'enfants n'ont pas reçu de suppléments de vitamine A en 2016, soit trois fois plus d'enfants qu'en 2015.

«L'avenir de cette intervention économique et vitale est menacé, mettant en péril la survie, la santé et le développement des enfants les plus vulnérables», indique Victor Aguayo, responsable du programme mondial de nutrition de l'UNICEF.

«C'est la première fois que nous observons un recul aussi dramatique et cette situation est fort préoccupante, car elle risque de saper l'ensemble

des progrès accomplis au cours des dernières décennies». L'Afrique de l'Ouest et centrale est la région la plus sévèrement touchée.

La proportion d'enfants protégés par des suppléments de vitamine A a chuté de 79% en 2015 à 54% en 2016.

Entre 2009 et 2015, l'Afrique de l'Ouest et centrale avait systématiquement réussi à atteindre une couverture comprise entre 78% et 90%.

D'autres régions, telles que l'Afrique de l'Est et australe et l'Asie du Sud, n'ont pas enregistré une diminution aussi préoccupante de la couverture de la supplémentation en vitamine A entre 2015 et 2016. Dans son rapport, l'UNICEF demande que

AFRIQUE DU SUD : Indemnisation des milliers de mineurs malades de silicose, une première dans le secteur minier

Un accord historique a été signé jeudi par sept géants miniers d'Afrique du Sud pour l'indemnisation de plusieurs dizaines de milliers de leurs employés malades de la silicose, selon un communiqué du collectif des mineurs.

Cet accord, paraphé devant la presse à Johannesburg après de longues années de négociations, entrera en vigueur une fois validé par la justice sud-africaine, saisie d'une plainte en nom collectif déposée par les mineurs. Le ministre de la Santé Aaroin Mokoaleli a salué un «accord historique dans la plus importante

action en nom collectif de l'histoire du secteur minier sud-africain».

«L'accord offre des compensations significatives à tous les mineurs concernés», se sont félicités dans un communiqué les groupes miniers.

La somme de 5 milliards de rands correspond aux provisions budgétées par ces entreprises, African Rainbow Minerals, AngloAmerican, AngloGold Ashanti, Harmony Gold, Gold Fields et Sibanye Gold, pour l'indemnisation de leurs salariés.

En 2016, la Haute-Cour de Johannesburg avait autorisé des centaines des milliers de mineurs d'or

atteints de silicose à engager une action collective contre ces compagnies. Les plaignants affirmaient avoir contracté cette maladie en étant contraints par leurs employeurs de travailler pendant des années dans des conditions jugées dangereuses.

Les entreprises avaient fait appel de cette décision. Surnommée «le mal des mineurs», la silicose est provoquée par l'inhalation de poussières de silice, notamment lors du forage de roches. Elle affecte les poumons de manière irréversible, mais est évitable en portant des équipements de protection.

STRESS ET ALIMENTATION, QU'EN EST-IL VRAIMENT ?

Le stress est une sensation désagréable qui entraîne fatigue et anxiété. Mais savez-vous réellement ce que c'est ? Est-il influencé par notre alimentation ?

Le mot a tellement été galvaudé que l'on en a presque oublié que le stress correspond bel et bien à une réalité physiologique. Face à une situation inconnue, du type agression (physique comme le froid ou une brûlure, ou psychologique), pression, ou contrainte, une cascade de réactions physiologiques va se mettre en place afin de permettre au corps de mobiliser l'ensemble de ses capacités pour faire face à la menace.

Aussi, le stress est-il nécessaire à la (sur)vie. Tanti qu'il reste contrôlé, il est donc plutôt positif. C'est lorsqu'il est récurrent qu'il pose problème et peut entraîner troubles musculaires, organiques, psychologiques. Manque de concentration, perte de mémoire, difficultés de sommeil, mal de dos, articulations sensibles, tensions musculaires, constipation, ballonnements, manque d'énergie, palpitation... sont autant de manifestations liées à un état de stress chronique.

Une alimentation déséquilibrée peut-elle provoquer du stress ?

« Si les apports en nutriments et micronutriments ne sont pas optimaux, c'est toute la biochimie du cerveau mais aussi du corps qui est mise à mal. Cela va entraîner un stress physique, sans pour autant qu'il existe une situation extérieure stressante », explique Laëtitia Agullo. Autant dire que l'alimentation moderne n'est pas notre meilleure alliée contre le stress. Caloriques mais appauvris en micronutriments, dont



certaines ont un rôle central dans la biochimie du cerveau, les aliments industriels entraînent souvent des carences, pourvoyeurs de stress.

Ces mêmes aliments sont également source de mauvaises graisses dont on sait qu'elles rigidifient les membranes neuronales, altérant la qualité de l'influx nerveux,

et de ce fait nos fonctions cognitives et notre humeur. Aussi, pour nombre de praticiens de santé, le stress n'est pas seulement dû à des circonstances extérieures (crise économique, vie à 100 à l'heure, pression au travail, etc.).

Les carences nutritionnelles dont elles assurent leur part de responsabilité dans cette

montée du stress dont nombre de personnes se plaignent. Et il n'est pas seulement question de la qualité des aliments ingérés, mais aussi de leur répartition sur la journée. « Rien qu'en rééquilibrant les apports sur la journée, on peut réellement observer un mieux », constate Laëtitia Agullo dans sa pratique quotidienne de diététicienne.

MANGER DU POISSON POUR PRÉVENIR LA DÉMENCE ET ALZHEIMER

Des chercheurs américains ont établi un lien entre la consommation de poisson cuit au moins une fois par semaine et la prévention des troubles cognitifs tels que la démence et Alzheimer.

Manger du poisson grillé ou cuit au four au moins une fois par semaine serait particulièrement bénéfique pour le cerveau, peu importe la quantité d'oméga-3 qu'il contient. Des chercheurs américains de l'université de l'école de médecine Pittsburgh ont publié une étude à ce propos dans la revue *American Journal of Preventive Medicine*. Ils expliquent avoir analysé les données de 260 personnes qui ont participé à une étude

de 10 ans sur les facteurs de risque des maladies cardiaques chez les individus de plus de 65 ans.

Les volontaires, qui ne présentaient pas de troubles cognitifs au début de l'étude, ont répondu à un questionnaire détaillé sur leur alimentation, dont leur consommation de poisson et leur façon de le cuisiner.

Prévenir la démence et Alzheimer

Une IRM du cerveau a permis aux scientifiques d'observer que les personnes ayant consommé du poisson cuit au four ou grillé au moins une fois par semaine présentent un volume de

matière grise du cerveau supérieure de 14% dans les zones liées à la cognition. Ils présentent également 4,3% de volume en plus dans les régions du cerveau responsables de la mémoire.

Manger du poisson serait donc bénéfique pour prévenir des troubles cognitifs tels que la démence et la maladie d'Alzheimer. « Nous n'avons pas trouvé de relation entre les oméga-3 et les changements du cerveau, ce qui nous a surpris un peu, indique l'un des auteurs de l'étude, James Becker. Mais ça nous a permis de comprendre que nous puissions dans un ensemble de facteurs de style de vie qui affectent la santé du cerveau, dont le régime alimentaire fait partie. »

UN RÉGIME RICHE EN FRUITS DE MER RÉDUIRAIT LE RISQUE DE DÉPRESSION

Les personnes qui mangent beaucoup de poissons sont moins susceptibles de souffrir de la dépression, selon une nouvelle étude scientifique.

Le risque de dépression était réduit de 20% chez les hommes de 16% chez les femmes qui ont un régime riche en fruits de mer. Pour parvenir à ces conclusions, les chercheurs ont analysé le lien entre la consommation de poisson et le risque de dépression sur 26 études réalisées entre 2001 et 2014. 150 278 participants ont été interrogés. Cependant, leur analyse n'a pas précisé la quantité de

poisson qu'il faut manger par semaine pour obtenir le maximum de bénéfices, ni comment il faut le préparer. Les mécanismes biologiques exacts qui déterminent comment la consommation de poisson réduit le risque de dépression ne sont pas encore connus. Les chercheurs émettent l'hypothèse que les acides gras oméga-3 pourraient changer la structure du cerveau et modifier l'activité de la sérotonine (hormone chargée de réguler l'humeur) et la dopamine (l'hormone du bien-être). Ils concluent que manger du poisson pourrait aider la prévention de la dépression

mais qu'il faudrait davantage de recherche pour comprendre si le lien entre les deux varie selon le type de poisson.

« La protéine de bonne qualité, les vitamines et les minéraux pourraient avoir un effet positif sur la dépression », explique le professeur Dongfang Zhang au Collège Médical de l'université de Qingdao à Shangdong (Chine).

Il a ajouté qu'« une consommation élevée du poisson pourrait être liée à un régime plus sain et à un meilleur état nutritionnel qui pourrait aussi contribuer à la réduction de la dépression. »



GASTRO : LES BONS GESTES À ADOPTER POUR VOTRE ENFANT



La gastro, maladie redoutée de tous et plus particulièrement des enfants qui peuvent être épuisés par un tel épisode. On vous explique les bons gestes à adopter.

À l'exception des solutés de réhydratation, pas d'automédication en cas de gastro-entérite ! ». Insiste le Dr Saholy Razafi narivo-Schoreiz, pédiatre.

En attendant de consulter, on adopte ces quelques gestes :

- Proposer systématiquement à son enfant un soluté de réhydratation (SRO). Cette poudre à reconstituer dans de l'eau contient des glucides et des sels minéraux en quantité adéquate afin de compenser les pertes hydriques. On la fait prendre en petites gorgées, pour éviter les vomissements.

- Pas de médicaments anti-diarrhée ou antiovomissements, car « ce sont deux mécanismes naturels du corps pour se débarrasser du virus », rappelle le pédiatre.

- Côté alimentation, si le bébé est allaité, on alterne tétées et SRO. S'il est au lait artificiel, le médecin pourra conseiller de basculer quelques jours sur un lait sans lactose (les écoles divergent sur le sujet). Si la nutrition de bébé est diversifiée, on privilégie des aliments aux propriétés antidiarrhéiques : carotte, pomme, riz, pomme de terre, yaourt...

On consulte en urgence si...

- Le bébé a moins de 3 mois ;
- L'enfant ne boit plus ;
- Il vomit ou a la diarrhée de manière systématique ;
- Il montre des signes de déshydratation : yeux ternes, peau rigide, fontanelles creusées, respiration rapide, somnolence ;
- Il a perdu du poids (5 %) ;
- En cas de diarrhée importante, il est conseillé de peser son enfant tous les 6 heures ;
- Les symptômes s'accompagnent d'une forte fièvre ;
- Les selles contiennent des glaires ou du sang ;
- Il revient d'un pays tropical.

ACCOUCHER EN DOUCEUR GRÂCE À L'HOMÉOPATHIE

Pour soulager un mal de tête, soigner des bosses et des bleus, l'homéopathie est une arme redoutable. Mais, mesdames, elle peut aussi vous aider pour votre accouchement.

« J'ai accouché l'année dernière à la maternité des Lilas près de Paris, comme une grande, sans péridurale... et sans douleur ! Et cela n'aurait pas été possible sans le coup de pouce de mon médecin homéopathe et des cours de sophrologie que j'ai pu suivre dans le cadre des activités prénatales proposées par la maternité.

Ces deux médecines douces ont eu un effet sédatif sur la douleur lors des contractions puis lors de l'expulsion du bébé.

Grâce aux exercices de sophrologie, j'ai acquis une meilleure connaissance et une meilleure conscience de mon corps et j'étais mieux armée pour faire face à la douleur.



Quant aux granules d'ho-

méopathie, ils ont aidé à réduire la durée du travail (j'ai accouché en quatre heures seulement !) et ils ont favorisé la cicatrisation de mon épisiotomie. »

LES LAITS VÉGÉTAUX NE SONT PAS BONS POUR LA SANTÉ DES BÉBÉS

Donner à boire des laits végétaux aux nourrissons de moins d'un an relève de la "maltraite nutritionnelle", selon les spécialistes. Ce type d'aliment ne fournirait pas les éléments nécessaires à la croissance.

Lait de soja, d'amande, de riz, de noisette... Les laits végétaux sont particulièrement à la mode mais leur usage chez les bébés de moins d'un an n'est pas conseillé.

En effet, les boissons végétales n'ont pas été formulées pour couvrir les besoins nutritionnels des nourrissons. Leur composition n'est pas conforme aux recommandations européennes et entraînent des carences majeures qui peuvent être fatales.

"L'utilisation des boissons végétales chez le nourrisson est une maltraite nutritionnelle", tonne même la Société francophone Nutrition clinique et Métabolisme dans un communiqué adressé à la presse. Plusieurs cas de malnutrition ont déjà été décrits chez des nourrissons alimentés exclusivement par ces laits végétaux, avec des complications graves allant jusqu'au décès.

Une croissance très rapide avant à un Chez le nourrisson, toute insuffisance d'apport en énergie, protéines, lipides, minéraux, vitamines ou oligo-éléments a des répercussions sur la croissance et le développement cérébral qui sont d'autant plus sévères que l'insuffisance d'apport est précoce et prolongée.

La première année de vie est celle où la croissance de l'enfant est la plus importante. Entre 0 et 1 an, le bébé subit une croissance très rapide. Son poids est mul-



tiplié par 3, sa taille augmente de presque 50% et son cerveau qui pèse 300,400g à la naissance va atteindre 1 kg. Pour que cette croissance se déroule bien, un nourrisson a besoin d'un certain nombre d'apports et il est donc particulièrement dépendant d'une alimentation qui lui permet de couvrir ses besoins nutritionnels.

L'aliment de référence pour les bébés : le lait maternel

Le lait maternel est l'aliment de référence adapté aux besoins spécifiques du nourrisson jusqu'à 4 à 6 mois, moment où débute la diversification alimentaire, le lait restant évidemment présent.

Hors allaitement, seules les préparations pour nourrissons et préparations de suite (lait premier âge et deuxième âge) qu'elles soient formulées à partir de pro-

téines animales ou végétales permettent de couvrir les besoins du nourrisson.

Croissance de bébé : attention aussi à l'alimentation de la mère

La mère doit également se nourrir de manière équilibrée au cours de la période de grossesse et d'allaitement. Les éventuels déficits d'apport en vitamines et minéraux se répercutent sur le nourrisson. Certains modes d'alimentation pouvant conduire à des déficits doivent faire l'objet de précautions ou d'un suivi spécifique.

Une attention toute particulière doit être accordée aux femmes ayant une alimentation de type végétalienne ou végane (ne consommant aucun produit d'origine animale) qui doivent recevoir une complémentarité en vitamine B12 pendant la période de la grossesse et de l'allaitement.

TCHAD :

Le président Déby Itno promulgue la IV^e République



Le président tchadien Idriss Déby Itno a signé vendredi le décret de promulgation de la nouvelle constitution instituant la 4^{ème} République dans son pays.

«L'entrée en vigueur effective de la nouvelle constitution consacre la refondation de notre nation qui se veut plus ambitieuse et plus forte», a déclaré le président tchadien au cours d'une cérémonie retransmise en direct par la radiotélévision publique du Tchad.

La nouvelle loi fondamentale, issue du forum national inclusif tenu fin mars, contient plusieurs innovations, dont l'allongement du mandat présidentiel de cinq à six ans renouvelable une seule fois, le passage à un «régime présidentiel intégral» qui accorde de plus grands pouvoirs au président de la République et la suppression de plusieurs institutions dont la primature. La nouvelle constitution a été adoptée lundi par les 133 députés du Mouvement patriotique du salut (MPS, au pouvoir depuis 1990) et des partis alliés qui dominent largement l'Assemblée nationale.

Les députés de l'opposition ont introduit, mercredi, un recours en annulation contre le nouveau texte, accusant le gouvernement d'avoir «une lecture spéculative de la procédure». «La légitimité de l'adoption de ce projet de loi par voie parlementaire est sujette à caution», ont affirmé les contestataires dans leur requête. Le Conseil constitutionnel, qui sera désormais transformé en une simple chambre de la Cour suprême selon les dispositions de la nouvelle constitution, les a déboutés jeudi.

CAMEROUN :

L'ex-vice Premier ministre Marcel Niat Njifenji reconduit à la tête du Sénat

Le président du Sénat du Cameroun Marcel Niat Njifenji, seul candidat à sa propre succession, a été élu lors d'un vote tenu vendredi.

L'ex-vice Premier ministre et ancien directeur général de la défunte Société nationale de l'électricité (SONEL, aujourd'hui privatisée), reste un membre influent du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, parti au pouvoir).

Il est le premier président de la chambre haute du parlement camerounais au cours de ses cinq premières années d'existence depuis 2013. Il a conservé son siège de sénateur pour un nouveau mandat de cinq ans par un acte du chef de l'Etat nommant, comme l'autorise la Constitution camerounaise, un tiers des sénateurs, les soixante-dix autres ayant été élus lors d'un scrutin au suffrage universel indirect tenu le 25 mars, avec un collège électoral composé de plus 10.000 conseillers municipaux issus en majorité du RDPC.

M. Niat Njifenji reprend la direction du bureau du Sénat composé de dix-sept membres également reconduits pour la plupart.

Le Sénat camerounais est majoritairement représenté par le RDPC, le parti présidentiel qui détient quatre-vingt-sept des cent sièges.

Sept formations politiques au total y sont représentées, mais seul le Social Democratic Front (SDF), titulaire de sept sièges, est de l'opposition, les cinq autres étant des alliés du pouvoir auquel le chef de l'Etat a attribué six sièges.

Vingt-cinq femmes y siègent, contre vingt lors de la précédente mandature.

L'AMBASSADEUR SAHRAOUI À ALGER : «Le Maroc a décidé de rompre ses relations avec l'Iran pour gagner le soutien de certaines parties»

L'ambassadeur sahraoui à Alger, Abdelkader Taleb Omar a déclaré, vendredi, que la décision du Maroc de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran sous «un prétexte fictif était une preuve de son parti pris pour un clan donné en vue de gagner son soutien et une protection» contre toute éventuelle décision concernant le Sahara occidental.

Répondant à une question sur la décision de Rabat de rompre les relations diplomatiques avec Téhéran sous prétexte que l'Iran soutenait le Front Polisario -selon la déclaration du chef de la diplomatie marocaine, Nacer Bourita-, l'ambassadeur sahraoui a précisé que «le Maroc qui avait récemment déclaré que la politique de la chaise vide et la rupture des relations diplomatiques étaient inutiles, prend aujourd'hui une position contraire».

Après avoir tant réclaté son adhésion à l'Union africaine (UA) et rétabli ses relations diplomatiques avec Cuba tout en sachant que ces parties soutenaient le Front Polisario, le Maroc adopte aujourd'hui une position contraire en rompant ses relations diplomatiques avec l'Iran sous «un prétexte fictif», arguant que Téhéran soutenait le Front Polisario, a déclaré l'ambassadeur sahraoui qui était invité de l'émission «Khalf Al Machhad» produite par le service audiovisuel de l'APS.

Le diplomate sahraoui, qui a démenti les allégations du Maroc selon lesquelles l'Iran soutiendrait le Front Polisario, a souligné qu'il n'existe aucune relation militaire entre le Front Polisario et son armée avec l'Iran ou Hezbollah.

«En décidant de rompre ses relations avec l'Iran, le Maroc tente de s'allier avec certaines parties pour gagner leur soutien face à une éventuelle décision concernant la question sahraouie», a ajouté l'ambassadeur.

Récente résolution du Conseil de sécurité, rupture avec les précédentes décisions

S'agissant de la dernière résolution du Conseil de sécurité N 2414 appelant les deux parties au conflit, le Maroc et le Polisario, à la poursuite des négociations en réduisant le mandat de la Minurso à 6 mois au lieu d'une année, le diplomate sahraoui a affirmé que la décision onusienne «a opéré une rupture avec les précédentes résolutions», en témoignent les positions de certains pays, selon lesquelles «le conflit au Sahara Occidental est devenu un exemple type des conflits gelés et la Minurso n'agit pas à des fins politiques», ce qui est inadmissible et nécessite une nouvelle approche pour progresser après 45 ans de conflit. Le Conseil de sécurité



aurait adopté le 27 avril dernier une résolution prorogeant le mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre 2018.

Le texte invite, également, les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, à reprendre les négociations à l'arrêt depuis 2012 sans conditions préalables et de bonne foi.

«Tous les prétextes auxquels recourt le Maroc pour faire retarder les négociations de règlement ont été épuisés» a-t-il souligné, précisant que le Conseil de sécurité avait réagi de cette manière pour mettre un terme aux menaces marocaines et aller vers une solution politique en faveur de ce conflit.

Le diplomate sahraoui a constaté, par ailleurs, que l'envoyé personnel du SG des Nations unies au Sahara Occidental, Horst Kähler, «s'est distingué par sa méthode de travail en élargissant les concertations à d'autres parties à l'image de l'UE et de l'UA, outre ses efforts visant à repérer les véritables problèmes et les moyens d'influence tout en insistant sur le soutien au Conseil de sécurité pour qu'il puisse avancer». Le responsable sahraoui a appelé le Conseil de sécurité et la communauté internationale à agir de façon «forte et sérieuse» avec les parties qui entravent les négociations, en l'occurrence le Maroc et la France qui le soutient, soulignant qu'«à chaque fois qu'une avancée est enregistrée, la France la sape». Réaffirmant la disponibilité du Front Polisario et des dirigeants sahraouis à entamer des négociations directes en application des recommandations du Conseil de sécurité, il a également affirmé que «le

conflit au Sahara Occidental est une question de décolonisation, tel qu'elle est enregistrée au niveau de l'ONU», contrairement aux allégations de l'occupant marocain qui tente de «modifier la nature du conflit». Par ailleurs, le diplomate sahraoui a salué la position du Koweït qui a voté en faveur de la résolution n 2414 du Conseil de sécurité, indiquant que «la déclaration du représentant de l'Etat du Koweït à l'ONU était conforme à la résolution onusienne et à la légalité internationale dont le respect est à même de permettre aux autres pays de préserver leur souveraineté».

«La position du Koweït est exceptionnelle», a-t-il dit, appelant «des pays du Golfe à emboîter les pas au Koweït dans sa position exprimée par son représentant à l'ONU, car cela renforcera davantage la paix, la stabilité et l'unité des pays arabes».

Dans son allocution, vendredi, lors d'une séance consacrée à la question du Sahara Occidental au Conseil de sécurité, le représentant du délégué du Koweït a indiqué que «l'Etat du Koweït a voté en faveur du projet de résolution, car il reflète la volonté du représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler de poursuivre le dialogue politique entre le Maroc et le Front Polisario».

Le diplomate a ajouté que le vote de son pays en faveur de la décision de prolongation du mandat de la Minurso émanait de «sa conviction de la grande importance de la présence de la mission en cette conjoncture, au regard de sa contribution au renforcement de la stabilité dans la région».

RD CONGO

La CPI n'hésitera pas à poursuivre les responsables d'atrocités commises



La procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatouma Bensouda, a réaffirmé la détermination de son bureau à poursuivre sa mission en RD Congo en vue de lutter contre l'impunité et rétablir la justice et la paix dans le pays.

Selon un communiqué de l'ONU, Mme Bensouda a fait cette déclaration au terme de son séjour dans la capitale congolaise.

«Nous sommes déterminés à soutenir et à renforcer les efforts et les capacités pour prévenir la violence criminelle et n'hésiterons pas à poursuivre les responsables d'atrocités

commises en RDC dans le cadre de la complémentarité et la coopération prévues par le Statut de Rome», a-t-elle annoncé devant les journalistes.

Selon elle, la CPI va continuer à suivre de près la situation sur le terrain et à échanger avec tous les acteurs pertinents, y compris les populations civiles, les autorités congolaises, toutes les parties prenantes et la société civile.

Avant de tenir sa conférence de presse, la procureure de la CPI s'était entretenue avec les évêques catholiques, les dirigeants de partis politiques et d'autres responsables de la société civile. Mme Bensouda est arrivée en RDC pour s'enquérir de la situation des droits de l'Homme.

D'après elle, les autorités congolaises ont la responsabilité première d'engager des procédures judiciaires à l'encontre des auteurs des violations des droits de l'Homme commises dans ce pays dans l'objectif de mettre fin à l'impunité et rétablir la justice et la paix dans le pays. Pour sa part, le procureur général de la République, Flory Kabange Numbi, a assuré à la procureure de la CPI la détermination des autorités de Kinshasa d'enquêter sur les cas de violations des droits de l'Homme signalés et d'engager des poursuites judiciaires contre leurs présumés auteurs.

PALESTINE

Plus de 1 000 Palestiniens blessés par des soldats israéliens dans l'est de la bande de Gaza

Plus de 1 000 Palestiniens ont été blessés vendredi par des tirs des forces d'occupation israéliennes dans la bande de Gaza lors du sixième vendredi consécutif de mobilisation, qui a réuni des milliers de manifestants, ont indiqué des sources médicales.

Ashraf al-Qedra, un porte-parole du ministère palestinien de la Santé, a déclaré aux journalistes que des manifestants avaient été blessés par balles réelles, balles de métal recouvertes de caoutchouc, shrapnel et gaz lacrymogène.

Ce sixième vendredi consécutif de mobilisation fait partie des rassemblements sous le nom de «la Grande marche du retour» qui a commencé le 30 mars et qui devraient se poursuivre jusqu'au 15 mai, jour de la Nakba ou «Jour de la Catastrophe».

Quarante-neuf manifestants ont été tués par les forces d'occupation israéliennes depuis le début, le 30 mars, d'un mouvement de protestation revendiquant le droit des Palestiniens à retourner sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies à la création d'Israël en 1948.

Vendredi, 431 Palestiniens ont été soignés pour diverses blessures, dont 98 après avoir été atteints par balles,



selon le ministère de la Santé. Chifa Abou Qadous, une Palestinienne de 28 ans, dit venir protester tous les vendredis.

Les Palestiniens de la bande de Gaza, territoire coincé entre Israël, l'Égypte et la Méditerranée, se ras-

semblent depuis le 30 mars par milliers près de la frontière, surtout le vendredi, dans le cadre de la «Grande marche du retour».

Celle-ci vise aussi à dénoncer le sévère blocus qu'Israël impose depuis plus de dix ans à l'enclave.

MOUSSON AU BANGLADESH : Les humanitaires intensifient leur aide aux réfugiés rohingyas



L'agence des Nations unies pour les réfugiés et ses partenaires ont intensifié ces derniers jours les préparatifs dans les camps de réfugiés rohingyas en prévision de l'arrivée des pluies de l'avant-mousson dans le district de Cox Bazaar, au Bangladesh.

«Deux des trois avions prévus par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) sont arrivés cette semaine au Bangladesh», a annoncé l'agence onusienne dans un communiqué.

«L'objectif est d'apporter 10.000 tentes d'ici fin mai pour quelque 60.000 personnes qui se trouvent dans des zones très menacées par des inondations et des glissements de terrain», a souligné vendredi le porte parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève. De son côté, le gouvernement bangladais a récemment attribué de nouveaux sites pour les réfugiés et plusieurs agences onusiennes et les Rohingyas eux-mêmes ouvrent pour les réaménager.

Les travaux avancent moins rapidement que prévu en raison de l'instabilité de ces terres montagneuses.

Le HCR souhaite relocaliser 5000 personnes d'ici fin mai et un dispositif à court terme a été prévu pour environ 135.000 personnes.

Depuis le mois d'août 2017, plus de 670.000 Rohingyas ont fui les violences au Myanmar.

Ils sont venus grossir les rangs des 200.000 Rohingyas qui, par vagues successives, avaient déjà trouvé refuge au Bangladesh au cours de la dernière décennie.

DIPLOMATIE

Trump recevra le président sud-coréen Moon Jae-in le 22 mai à Washington

La Maison-Blanche a annoncé vendredi que le président sud-coréen Moon Jae-in sera reçu le 22 mai à Washington par le président américain Donald Trump qui doit rencontrer le leader nord-coréen Kim Jong Un lors d'un sommet historique d'ici début juin.

«Le président Trump et le président Moon vont continuer leur étroite collaboration sur les développements concernant la péninsule coréenne suite au sommet intercoréen du 27 avril» au cours duquel les dirigeants des deux Corées s'étaient engagés pour la paix, a écrit la Maison Blanche dans son communiqué. Le président américain Donald Trump avait affirmé vendredi que la date et le lieu de son sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un ont été fixés et seront annoncés bientôt.

«On a maintenant une date. Et on a un lieu.

Nous allons les annoncer bientôt», a dit le président avant de quitter la Maison Blanche pour le Texas. Lundi, Donald Trump avait estimé que la Zone démilitarisée à la frontière entre les deux Corées pourrait être un lieu fort pour son sommet à venir avec Kim Jong Un, mentionnant aussi Singapour parmi les possibilités.

Le locataire de la Maison Blanche avait tweeté mercredi qu'une annonce sur leur sort était imminente. Après des années de montée des tensions sur les programmes nucléaire et balistique nord-coréens, la péninsule connaît depuis le début de l'année une remarquable détente, illustrée par le sommet récent entre les dirigeants du Nord et du Sud, à la frontière entre les deux pays.

APS

COLOMBIE :

Plus de 154.000 personnes affectées par des combats entre groupes armés

Plus de 154.000 personnes ont été touchées par les combats entre groupes armés qui se disputent le contrôle d'une région de Colombie frontalière du Venezuela, a mis en garde l'ONU vendredi.

Ces combats qui opposent rebelles de l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste) au gang de Los Pelusos, issu de la guérilla dissoute de l'Armée populaire de libération (EPL, maoïste) ont eu lieu du 14 mars au 30 avril, a indiqué le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), dans un communiqué.

Ils ont affecté onze municipalités de la région

du Catatumbo, une zone de jungle, où pendant seize jours à partir du 14 mars Los Pelusos ont imposé une grève armée, qui a paralysé toute activité, tout en affrontant l'ELN.

Les combats ont provoqué le déplacement de plus de 8.820 personnes et ont entraîné des limitations de mobilité et des restrictions d'accès aux droits fondamentaux, aux biens basiques et à l'assistance», a ajouté l'OCHA.

L'agence de l'ONU a en outre précisé qu'environ 4.000 indigènes de l'ethnie Bari sont menacés de confinement «pour la persistance des affrontements» et «la présence de mines anti-personnel, de munitions

non explosées et d'explosifs artisanaux» à proximité des réserves où ils vivent.

L'OCHA a aussi averti que depuis mercredi dernier plus de 12.000 enfants et adolescents subissent des «restrictions d'accès à l'éducation» du fait que les écoles sont occupées par des déplacés.

Selon les autorités, l'ELN, reconnue comme la dernière guérilla active de Colombie, et Los Pelusos se disputent le contrôle des financements illégaux issus du trafic de drogue.

Le Catatumbo est la seconde zone du pays comptant le plus de plantations illégales de coca, matière première de la cocaïne, dont la Colombie

est le premier producteur mondial. Suite à la grève armée, 2.000 policiers et militaires ont été déployés dans cette région pour renforcer 6.000 effectifs déjà présents.

La Colombie est déchirée par un conflit de plus d'un demi-siècle qui a vu s'affronter guérillas, paramilitaires et forces armées, faisant au moins huit millions de victimes entre morts, disparus et déplacés internes.

Le gouvernement négocie depuis l'an dernier avec l'ELN un accord de paix similaire à celui signé en 2016 avec la puissante guérilla des Farc, depuis désarmée et convertie en parti politique.

SELON L'UNICEF :

Les écoliers pris entre deux feux dans le conflit qui perdure à l'est de l'Ukraine

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué que plus de quatre années de conflit dans l'est de l'Ukraine ont dévasté le système éducatif, détruit et endommagé des centaines d'écoles, forçant 200.000 filles et garçons à apprendre dans des environnements militarisés, au milieu des combats et des dangers des armes de guerre non explosées.

«Les enfants apprennent dans les écoles avec des trous de balle dans les murs et des sacs de sable dans les fenêtres, des abris anti-bombes dans les sous-sols et des éclats dans les cours», a déclaré vendredi la représentante de l'UNICEF dans le pays, Giovanna Barberis.

«Le système éducatif dans l'est de l'Ukraine est pris entre deux feux depuis plus de quatre ans.

Toutes les parties au conflit doivent respecter le droit international humanitaire et veiller à ce que les écoles soient des lieux sûrs où les



enfants peuvent apprendre», a-t-elle ajouté. Les enfants sont exposés à des dangers en raison de la proximité de sites militaires, tels que des bases, des installations de stockage et des points de contrôle de sécurité, aux écoles et aux jardins d'enfants des deux côtés

de la ligne de contact de l'Ukraine orientale.

La ligne de contact divise les zones contrôlées par le gouvernement et celles qui ne le sont pas, et c'est là que les combats sont les plus graves.

L'UNICEF et ses partenaires ont surveillé au moins huit cas où des sites de groupes armés et de groupes armés se trouvent à moins de 500 mètres d'un jardin d'enfants ou d'une école et deux endroits séparés où les écoles et ces sites ne sont éloignés que de quelques mètres.

Depuis le début de l'année scolaire, l'UNICEF a surveillé six anciens bâtiments scolaires qui ont été occupés ou utilisés par des groupes militaires ou armés.

Au moins 45 écoles ont été endommagées ou détruites au cours des 16 derniers mois.

Cela s'ajoute à plus de 700 écoles endommagées depuis le début du conflit.

AUSTRALIE: Un tiers des espèces menacées pourraient disparaître en silence

Un tiers des espèces menacées d'Australie ne font l'objet d'aucun suivi, ont déclaré vendredi des scientifiques qui préviennent qu'elles pourraient disparaître en silence sans que personne s'en aperçoive.

Le Threatened Species Recovery Hub, un programme public de protection de la faune, a réalisé la première étude nationale sur la surveillance des oiseaux, mammifères, grenouilles, poissons d'eau douce et reptiles menacés. Au total, 217 espèces ne sont pas suivies.

Les plantes et les insectes sont exclus du champ de l'étude. Le Recovery Hub ajoute que les résultats sont mauvais pour tous les groupes, bien que le suivi des oiseaux soit un peu meilleur grâce à une communauté enthousiaste et nombreuse de volontaires. En revanche, la moitié des poissons menacés ne sont pas du tout observés et le sort des reptiles n'est guère plus enviable. «Globalement, plus d'un tiers des animaux menacés d'Australie ne font l'objet d'aucun suivi et lorsqu'il y a un suivi, il est souvent inadéquat», explique Sarah Legge, directrice de l'étude.

«Cela met ces espèces en danger» car les chercheurs ne savent pas si les populations augmentent ou reculent, les raisons des changements et les mesures qu'il faudrait mettre en place, dit-elle. «Quand on se rend compte qu'il y a un problème, il se peut qu'il soit trop tard pour agir. De nombreuses personnes ne se rendent pas compte du caractère vital du suivi pour gérer la biodiversité menacées». Le mois dernier, Le Recovery Hub



avait déjà prévenu que le taux d'extinction des mammifères australiens, parmi les plus élevés du monde, pourrait s'aggraver si des efforts ne sont pas faits. La disparition potentielle de 10 oiseaux et de sept mammifères, dont la perruche à ventre orange et le rat à grosse queue, serait évitable si les autorités étaient conscientes des risques, ajoutait le programme. La nouvelle étude coïncide avec des

révélation de la télévision nationale ABC selon laquelle le gouvernement prévoit de réduire de 30% les effectifs de la division biodiversité et conservation du ministère de l'environnement. Les scientifiques dénoncent une «calamité». Les principales causes identifiées du déclin des espèces sont la perte de leur habitat et les renards ou les chats retournés à l'état sauvage.

ÉTATS-UNIS La Nasa lance sa sonde InSight pour étudier les séismes sur Mars

L'agence spatiale américaine Nasa a lancé samedi la sonde InSight dont la principale mission sera d'étudier les séismes sur



Mars, pour tenter de percer le mystère de la formation des planètes et préparer de possibles missions humaines d'exploration sur la planète rouge. La sonde InSight a été lancée de la base de l'US Air Force de Vandenberg en Californie, sur la côte Ouest des États-Unis. C'est la première mission de la Nasa vers Mars depuis 2012.

La mission sur Mars de la Nasa, intitulée InSight (Interior Exploration using Seismic Investigations, Geodesy and Heat Transport - exploration intérieure utilisant les études sismiques, la géodésie et le transport de chaleur), a pour objectif d'étudier la structure interne de Mars. Cela sera rendu possible «via le déploiement à sa surface d'une station géophysique, embarquée dans un atterrisseur fixe», précise le Centre national français d'études spatiales (Cnes), partenaire du projet.

Le Cnes ajoute que «Grâce au sismomètre SEIS (Seismic Experiment for Interior Structures - Expérience sismique pour les structures intérieures), le dispositif mesurera l'activité tectonique de Mars, ce qui permettra d'en déduire des informations sur sa structure (taille du noyau, épaisseur du manteau)». Des capteurs présents sur l'atterrisseur permettront aussi d'évaluer la vitesse de refroidissement de Mars. InSight transporte trois types d'instruments : un sismomètre, une sonde de flux de chaleur et une expérience de radio scientifique. Une fois lancé, InSight devrait atteindre la planète rouge le 26 novembre et effectuer une mission de deux ans.

APS

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DE BATNA
NIF: 000216299033049

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°002/2018

La Direction Opérationnelle de Batna lance un Avis d'Appel d'Offres National Restreint pour :
REALISATION D'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL POSE ET RACCORDEMENT DES CABLES A
FIBRES OPTIQUES POUR BUREAU DE POSTE

Le présent Avis d'Appel d'Offres National Restreint s'adresse aux entreprises selon le palier suivant :

Palier N°02 : pour les lots supérieurs à 05 Km et inférieurs à 50 Km le soumissionnaire doit justifier de la qualification et de la classification professionnelle Un (01) à Quatre (04), dont l'activité principale est l'hydraulique et les travaux publics activité principale

Lot N°01: BUREAU DE POSTE DRAA BOULTEIF-AIN YAGOUT (05,4 Km)

Lot N°02: BUREAU DE POSTE THENIET SEDRA-ZANA BRIDA (05,6 Km)

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Opérationnelle de Batna à l'adresse ci-après :

DIRECTION OPERATIONNELLE DE BATNA
ZONE INDUSTRIELLE KECHIDA BATNA

Contre paiement d'une somme non remboursable de Cinq Mille Dinars (5000,00 D.A) au compte ouvert auprès de la B.N.A agence 355 Rue des Fidajynes Batna, sous le n° 00133503000005995.

Les offres doivent être accompagnées obligatoirement des pièces exigées dans le cahier des charges devront être déposées, sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus indiquée, le dernier jour de la durée de préparation à compter de la première publication dans la presse au plus tard à 14 heures.

Les offres doivent être composées :

1. D'une offre technique insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre Technique ».
 2. D'une offre financière insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre Financière ».
- Ces Deux (02) enveloppes seront placées dans une enveloppe principale qui devra être anonyme, et ne devra porter que la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°002 /2018
REALISATION D'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL POSE ET RACCORDEMENT DES CABLES A FIBRES
OPTIQUES POUR BUREAU DE POSTE
« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR »

N.B : LES OFFRES ADRESSEES PAR VOIE POSTALE NE SERONT PAS ACCEPTÉES SI ELLES PARVIENNENT APRES LA DATE ET L'HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES ; LE CACHET DE LA POSTE NE FAISANT PAS FOI.

La date de dépôt des offres est fixée au **quinzième (15)** à partir de la première date de parution du présent avis dans les quotidiens nationaux, de 08h à 14h00.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de Cent Vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.
L'ouverture des plis des offres techniques et financières se fera le même jour que la date limite de remise des offres à 14h00 à l'adresse précisée.

Cet avis est considéré comme invitation à toutes les entreprises soumissionnaires pour assister à l'ouverture publique des plis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



ALGERIE TELECOM - SPA
Direction Opérationnelle de Skikda
NIF : 000216299033049

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 07/2018

La Direction opérationnelle Skikda lance un avis d'Appel d'offres national restreint pour :
«Réalisation des travaux de génie civil et pose de câble à fibre optiques au profit du Bureau de Poste Guerbaz»

Palier 02 : Pour les lots supérieurs à 05 Km et inférieurs à 50 Km

Distance de Réalisation est de 12 Km : le soumissionnaire doit justifier une qualification et classification professionnelle de catégorie de un (01) à quatre (04), dont l'activité principale est l'hydraulique ou les travaux publics.

Les entreprises spécialisées dans le domaine et intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction opérationnelle SKIKDA site les Allées du 20/08/55 bureau secrétaire des marchés, Contre le paiement de Cinq mille 5000,00DA représentant les frais de la documentation et reprographie.

Les offres doivent être présentées sous une enveloppe extérieure fermée et anonyme, portant la mention :

DIRECTION OPERATIONNELLE SKIKDA
Appel d'offres National Restreint N° .../2018
Réalisation des travaux de Génie Civil et Pose de Câble à Fibre
Optiques au profit du bureau de Poste Guerbaz
« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

L'enveloppe principale doit contenir deux enveloppes intérieures distinctes, fermées et anonymes, l'une comprenant l'Offre technique qui englobe deux enveloppes portant la mention dossier technique, dossier de qualification et l'autre l'Offre financière :

I. Offre Technique :

- a. Le dossier administratif comprenant : Casier judiciaire, copies de : Registre de Commerce, Identifiant Fiscal, Extrait de rôles, Mise à jour CNAS, et CASNOS, Statut de l'entreprise pour les sociétés morales, Bilan Comptable, Décision attribution des privilèges fiscaux et aide financière pour les entreprises » ANSEJ,CNAC,ANGEM, attestation éligibilité à l'aide du fond national entreprise ANSEJ,CNAC ANGEM, Dernière attestation des dépôts des comptes sociaux du CNRC, accord Groupement, le cahier des charges, à insérer dans une enveloppe fermée avec la mention « Dossier Administratif »

- b. Le dossier de qualification comprenant : attestation bonne exécution, certificat de qualification selon la nature du projet, engagement moyens, matériels moyens humains et délais réalisation et garantie, déclaration sur l'honneur, attestation visite, planning réalisation, à insérer dans une enveloppe fermée avec la mention « Dossier Qualification »

- II. Une offre financière comportant : lettre de soumission, bordereau des prix unitaire, devis estimatif, à insérer dans une enveloppe fermée avec la mention « Offre Financière »

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours et l'heure limite est fixée à 14h00 à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.
Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu en séance publique le même jour correspondant à la date limite de dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précisée.

VIEILLE VILLE DE CONSTANTINE :

Des «cures» de rajeunissement timorées

Conglomérat d'habitations et d'édifices séculaires, miroir d'une identité plurielle, la vieille ville de Constantine est aussi le cœur fatigué, mais toujours battant, d'une métropole dont l'expansion urbanistique au cours des dernières décennies a phagocyté ce pan ancestral de l'histoire de la ville, dans l'attente d'une sauvegarde durable et salubre.

Depuis plusieurs années, des études et «cures» de rajeunissement sporadiques et timorées ont été entreprises pour tenter de préserver cette vieille cité à l'image du Master plan élaboré en collaboration avec l'université Roma 3, ou encore du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés (PPSMVSS), mais sans résultats efficaces pour résoudre cette «équation» à plusieurs inconnues.

Lancé en application des dispositions de la loi n° 98-04 du 15 juin 1998, relative à la protection du patrimoine culturel et faisant suite au classement de la vieille ville de Constantine comme secteur sauvegardé conformément au décret interministériel n° 05-208 du 4 juin 2005, ce plan de sauvegarde est un outil visant à la préservation des valeurs historiques, culturelles et architecturales.

Architecte-urbaniste, experte des sites et monuments historiques, membre fondatrice et vice-présidente de l'académie algérienne des sciences et technologies, Pr. Samia Benabbas Kaghoucha a rappelé à l'APS que «le PPSMVSS est un outil équivalent à un plan d'occupation au sol (POS), c'est-à-dire qui s'intéresse d'avantage aux actions d'affectation au sol et à la stabilité des constructions qui le composent».

Il a notamment pour objectif «la restitution du diagnostic du site et la mise en place de quelques mesures d'urgence dictées par la conjoncture prévalant au moment de son élaboration», a-t-elle précisé. Estimant qu'un site historique d'une ville vivante est un pan urbain en perpétuels évolutions, changement et mutation, Mme Benabbas a souligné, toutefois, qu'une construction dans un état moyen aujourd'hui, peut menacer ruine 5 années plus tard, d'où la nécessité de mettre en place un organisme de suivi de la mise en œuvre de cet outil.

Or, s'il a le mérite d'exister malgré des «faiblesses plurielles», soutient cette même source, aussi bien au niveau de sa conception que de la difficulté de sa mise en œuvre, «cet outil est en porte à faux par rapport aux exigences effectives du site et de la composition socio spatiale de son tissu». Selon cette architecte-urbaniste, «quand un tel outil a été conçu, dans l'ima-

ginaire des différents acteurs (habitants, gestionnaires centraux ou locaux, bureaux d'études), c'est l'Etat qui aura la charge de préserver l'ensemble du bâti», or tel qu'il a été conçu, ajoute-t-elle, «il n'a pas apporté une plus-value pour la prise en charge financière de la question des opérations de réhabilitation sachant que la majorité des constructions est à statut privé».

Assurant qu'il n'y a aucun pays au monde qui s'occupe de la restauration de son patrimoine de façon «solitaire, autonome et indépendante», Mme Benabbas relève, à ce propos, le fait que la vieille ville a été vidée de ses habitants, avec des constructions résidentielles en indivision, une majorité de maisons cohabitables par des familles sans liens sociaux, où chaque famille habite pratiquement dans une seule grande pièce, en

sous-location, et dans des conditions insalubres. «Des occupants ne sont pas ses propres habitants, ce sont des transitaires qui pensaient y séjourner de façon temporaire pour acquérir un logement social, et n'ayant aucun intérêt à la préserver, d'où son déclin», déplore-t-elle.

Une lente et inexorable agonie

A défaut d'une solution pérenne pour la préserver de l'érosion du temps et des locataires de passage, squattant ses murs le temps de bénéficier d'un logement social, la vieille ville de Constantine se meurt dans une lente et inexorable agonie.

La manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015» avait été préalablement perçue à l'époque comme une réelle opportunité pour «rajeunir» la médina, mais «la réhabilitation d'un site historique de 37 ha n'est pas une opération courte qui répond à une conjoncture événementielle», estime la même source.

Selon cette experte des sites et monuments historiques, «la manifestation +Constantine capitale de la culture arabe+ a apporté plus de préjudices au patrimoine», car il y avait, dit-elle, «une dysmétrie chronologique entre la volonté politique et les conditions de la gouvernance urbaine d'un tel événement qui a été géré par une approche descendante (top-down)



plutôt qu'une approche ascendante (bottom-up)». Elle a regretté, en outre, le recours à «une expertise externe avec des étrangers qui voulaient travailler rapidement sans que le minimum requis de mise en œuvre d'opérations mixtes n'ait vu le jour», mais aussi le fait d'avoir choisi quelques édifices cibles pour en faire des opérations types de restauration comme le palais du bey, les vieilles mosquées de la ville, l'ex siège de la wilaya et quelques cinémas notamment. «Pour l'ensemble de ces projets, on a placé la charrue avant les bœufs, c'est pour cela que leur réhabilitation n'a pas abouti jusqu'aujourd'hui», a souligné cette architecte urbaniste, mettant l'accent également sur la crise financière actuelle du pays qui a compromis la finalisation de ces projets.

D'après Mme Benabbas, des pans entiers de l'histoire urbaine et de pratiques socioéconomiques ne sont plus récupérables, à l'image de la partie basse de Soukha qui a connu une rénovation de «façon sauvage» d'un pâté de maisons avec des procédés constructifs différents et un prototype autre que celui existant auparavant.

Elle considère, dans ce contexte, que l'université peut s'impliquer dans des travaux de relevés par la digitalisation en introduisant des techniques modernes, quant aux savoirs ancestraux de recons-

truction, de réhabilitation et de restauration, pouvant faire l'objet d'un travail de partenariat entre le secteur économique et l'université. Contactée en vue d'obtenir des précisions au sujet des projets engagés pour la préservation de la vieille ville, Nesrine Talbi, architecte à l'antenne locale de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC), sise au palais du bey, a affirmé à l'APS que l'Office agit en qualité d'assistant technique des projets inscrits dans le cadre de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe 2015».

Elle a confié «ne pas pouvoir communiquer à ce sujet parce que cela relève de la direction de la Culture en tant que maître de l'ouvrage». Proche à son tour, le directeur de la Culture, Arbi Zitouni, a assuré «ne pas être en mesure, pour le moment, de fournir des informations, voire des données exhaustives au sujet des projets de réhabilitation de la vieille ville», ajoutant que «tout ce qui a trait au plan de sauvegarde de la vieille ville est du ressort de l'Agence nationale des secteurs sauvegardés (ANSS)».

Il a été impossible de joindre la représentante de l'ANSS à Constantine, «absente depuis plus de quinze jours», a-t-on appris au niveau de l'OGEBEC, où se trouve également le bureau de cette agence.

THÉÂTRE RÉGIONAL MOHAMED-TAHAR FERGANI DE CONSTANTINE:

La pièce «Tic tac boom» régale le public

Le public constantinois a suivi avec passion jeudi soir, la générale de la pièce «Tic Tac Boom», adaptée par Salaheddine Torki de la pièce «Le compte à rebours de Macbeth» de l'écrivain irakien, Ali Abdenabi Zaydi, présentée sur la planches du Théâtre régional, Mohamed-Tahar Fergani. Produite par le Théâtre régional de Constantine en collaboration avec l'association culturelle Massyl, et mise en scène par Sarhane Daoudi, la pièce, dès le lever du rideau, plonge le public dans la tourmente d'un individu en plein délire.

En tenue militaire, le personnage principal de cette œuvre campé par Sarhane Daoudi se lance à la recherche d'une bombe qu'il pense que ses ennemis l'ont posé dans sa maison.

Angoissé, terrorisé, le militaire scrute les moindres recoins de sa maison, derrière les meubles et sous les chaises en quête d'une bombe au tic tac qui le

hante et augmente sa peur. Dans son hystérie, le militaire «se crée» des personnages, tantôt sa mère, par moment des ennemis imaginaires et entame de longues discussions comme pour calmer ses angoisses. Dans des scènes de comédie noire, son épouse dont le rôle est campé par Faiza Bibèche tente de le rassurer, de la faire sortir de son délire, lui rappelant l'heureux événement que le couple attend et leur future mission de parents.

Son ami, campé par Salaheddine Torki se déploie également à le rassurer, mais l'angoisse qui s'est emparée du militaire semble sans fin. Le rideau tombe alors que le militaire, plus déconnecté que jamais de la réalité continue de chercher «sa bombe». Le metteur en scène de la pièce «Tic Tac Boom» a fait savoir qu'une tournée est programmée durant le mois de ramadan dans plusieurs wilayas.

APS

FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE AMATEUR À MILA: Lancement de la 5^e phase des éliminatoires

La cinquième phase des éliminatoires qualificatives à la 51^{ème} édition du festival national de théâtre amateur de Mostaganem a été lancée, jeudi soir, à la maison de la culture «M'barek El Mili» de la wilaya de Mila, avec la présentation de 15 pièces théâtrales par 11 troupes venant de l'Est du pays.

Intitulée «El hayet El Abadia», la première pièce a été présentée par l'association locale «El Masrah El Hor, Milev 86», suivie par «Joudour Izouran» de l'association «El Kina» de la wilaya de Khenchela et «Parking» de l'association «Es-sarkha» du théâtre de Skikda. Onze (11) wilayas participent à ces éliminatoires dont Biskra, Jijel, Séfif, Bordj Bou Arreridj, Annaba, Guelma, Tizi-Ouzou et Mila, ville hôte. Le directeur de la maison de la culture Abdelmadjid Guendouz a considéré que l'organisation par la wilaya de Mila de ces éliminatoires pour la deuxième fois consécutive dénote de l'importance qu'elle accorde au 4^e art, mettant en exergue le grand nombre de spectacles organisés durant toute l'année au sein de la maison de la culture de cette ville.

De son côté, Mohamed Boudane, directeur technique du fes-



tival, a fait remarquer que le choix de la wilaya de Mila pour accueillir la cinquième phase de ces éliminatoires qualificatives, après les phases qui ont eu lieu à Boudouaou, Isser, Mascara et Bejaia, s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération et de partenariat conclut avec la maison de la culture M'barek El Mili. Avant l'annonce du lancement officiel de ces journées, qui vont s'étendre jusqu'au 6 mai en cours, un atelier a été organisé au profit des dramaturges de la wilaya dans le cadre de ce même accord. M. Boudane a indiqué, par ailleurs, qu'une commission composée de 5 membres et

présidée par le dramaturge Abdelkader Belkaroui du théâtre régional d'Oran, a évalué jusqu'à aujourd'hui environ 50 pièces théâtrales, un nombre qui devrait atteindre près de 70 après l'achèvement de la phase éliminatoire de Mila et celle de Laghouat (dernière étape). Le président du jury a assuré, dans ce contexte, que 10 œuvres seront sélectionnées pour participer à la 51^{ème} édition du festival national du théâtre amateur de Mostaganem, conformément à des critères de qualité et de diversité, en rapport, selon lui, avec «l'envergure de cet important événement».

SPORT : L'ONJSA honore des anciens journalistes sportifs algériens

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) a honoré plusieurs anciens journalistes qui ont marqué de leur empreinte la scène sportive algérienne et contribué de manière significative au développement et au progrès du sport algérien.

La cérémonie de distinction a été organisée à l'occasion des la conférence intitulée «Algérie et les instances sportives internationales : constat et perspectives», initiée par l'ONJSA sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika.

Il s'agit de Mourad Boutadjine (ENTV), Abdelhafid Chaib (ENTV), Fayçal Hefaf (Chaîne 3), Fatima Benmokhtar (photographe El Khabbar), Harizi Samai (journaliste M'Sila), Mohamed Zemmour (ex-journaliste d'Algérie Presse Service), Ismail Aïssa (El Massa), Fouad Bentaleb (Chaîne 1), Mohamed Flissi (photographe El Moudjahid), Mohamed Madi, Abdelaziz Zouaoui (ENTV), Abdelaziz Azizi, Mustapha Zerouati, Mokrane Harhad (Horizons) et Abdelhamid Gherbi (El Moudjahid).

Un Prix a été également attribué, à titre posthume, au défunt Ahmed Achour (Le Temps). Mohamed Selah (Chaîne 1) a reçu également un titre spécial.

Cette conférence a été marquée par la présence de plusieurs personnalités politiques et sportives nationales dont les ministres de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab et de la Communication, Djamel Kaouane.

BASKET-BALL / COUPE D'ALGÉRIE (DAMES/1/2 FINALE) : Hussein-Dey Marines premier qualifié pour la finale

Les joueuses de Hussein-Dey Marines ont validé leur qualification pour la finale de la Coupe d'Algérie seniors dames, en s'imposant devant leurs homologues du MT Sétif sur le score de 84 à 64 (mi-temps : 44-36), en demi-finale disputée vendredi à Si Mustapha (Boumerdès).

La deuxième demi-finale oppose à partir de 16h30 à Si Mustapha, le GS Pétroliers au RC Bordj Bou Arréridj. La finale de la Coupe d'Algérie est prévue le 18 mai prochain.

Résultats des demi-finales :
MT Sétif - Hussein-Dey Marines 84-64
A Si Mustapha (16h30) : GS Pétroliers - RC Bordj Bou Arréridj.

APS

ALGER

Ouverture d'une conférence sur la représentation algérienne dans les instances sportives internationales

Une conférence sur la représentation algérienne dans les instances sportives internationales a débuté hier à Alger en présence de plusieurs personnalités politiques et sportives nationales.

Initiée par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) et organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika à l'occasion de la journée mondiale de la liberté d'expression (3 mai), la conférence enregistre la présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab et de la Communication, Djamel Kaouane.

«La communication sportive occupe une place primordiale dans le secteur de la jeunesse et des sports à travers la mise en place d'une stratégie étudiée pour promouvoir l'image de l'Algérie à l'étranger».

La participation algérienne dans les instances internationales est inscrite dans la politique nationale de sport», a déclaré Mohamed Hattab lors de son discours d'ouverture.

De son côté, le ministre de la Communication a remercié l'ONJSA pour cette initiative «très louable».

«La presse sportive algérienne a toujours joué un rôle important pour la promotion de l'image de notre pays dans les moments les plus difficiles de l'histoire de l'Algérie», a-t-il dit.

A cette occasion, une étude présentée par le Docteur Nasredine Guemriche sur les représentants algériens activant au



sein des institutions sportives internationales, a montré qu'une trentaine d'entre eux sont membres d'organes exécutifs de ces institutions.

Parmi les constats établis par cette étude réalisée durant la période allant du 1er au 17 avril 2018, l'absence d'une réelle politique des relations sportives internationales avec des objectifs stratégiques dont la convergence doit tendre à la promotion du développement du sport national».

«L'indifférence des pouvoirs publics à l'égard des représentants algériens est

marquée notamment par l'indigence des moyens mis à leur disposition (...) et l'absence d'un statut conférant un certain nombre d'avantages et de facilités inhérents à leur poste international», a relevé Nasredine Guemriche.

A l'instar des années précédentes, l'ONJSA honorera à cette occasion plusieurs anciens journalistes qui ont marqué de leur empreinte la scène sportive algérienne et contribué de manière significative au développement et au progrès du sport algérien.

L'ALGÉRIE DANS LES INSTANCES SPORTIVES INTERNATIONALES : Définir une stratégie et avoir une visibilité loin des intérêts personnels

La présence des dirigeants algériens au sein des différentes instances sportives internationales exige la mise en place d'une stratégie et une visibilité claire loin des intérêts des uns et des autres, ont plaidé hier à Alger des intervenants lors d'une conférence sous le thème «L'Algérie et les instances sportives internationales : constat et perspectives».

Organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika à l'occasion de la journée mondiale de la liberté d'expression (3 mai) et initiée par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), la conférence a vu la présence de plusieurs personnalités politiques et sportives nationales dont les deux ministres de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab et de la Communication, Djamel Kaouane.

Dans un constat présenté par le Docteur Nasredine Guemriche, pour atteindre l'objectif de visibilité internationale, certains pays ont développé une politique cohérente basée à la fois sur l'organisation d'événements sportifs majeurs et le développement d'une participation aux grands événements mondiaux.

«S'insérer dans le tissu sportif mondial en adhérant aux

principales institutions a montré toute l'efficacité de cette méthode. Cela permettra de développer le sport dans leur pays afin de modifier l'image projetée à l'étranger», a relevé Guemriche.

Pour le conférencier, il y a «une insuffisance dans la prise en charge de la dimension sportive dans l'action diplomatique de l'Algérie».

«A titre d'exemple, la récente création d'une agence algérienne de coopération internationale (décret présidentiel 93-272 du 14 novembre 1993) n'intègre pas de manière effective le secteur de la jeunesse et des sports.» Relatant son expérience en tant que président de la Fédération internationale de natation (FINA), Mustapha Larfaoui a appelé les Algériens occupant des postes de responsabilité au sein des instances sportives internationales à progresser tout en travaillant pour l'intérêt national.

«On ne peut pas détruire ce qui a été construit par ceux qui étaient avant eux au sein de ces structures. Il y a un travail qui a été fait, qu'il faut améliorer et enrichir pour en tirer les fruits. Les nouveaux présidents et leurs bureaux doivent venir avec un programme et un plan d'action pour compléter ou remodeler celui qui est déjà en

place, de façon à avoir les meilleurs résultats», a-t-il dit.

De son côté, le président du Conseil international des jeux méditerranéens (CIJM), Amar Addadi a parlé d'une manière exhaustive de son parcours de 30 années au sein de cette instance.

«J'ai gravi les échelons au sein du CIJM depuis 1987, avant d'être élu pour la première fois à la tête de cette institution en 2003 et je suis à mon cinquième mandat. C'est un honneur pour moi et pour mon pays. Je pense qu'il faut affirmer que la relation sportive internationale est une partie intégrante des relations diplomatiques des pays», a-t-il relevé.

Pour le président du CIJM, «cette relation s'exprime par la performance des athlètes mais encore avec la participation active dans les instances sportives internationales afin de renforcer la position de notre pays à l'étranger».

«Il est vital de recomposer les priorités et de redéfinir les structures de commandement. Le sport a besoin de personnes qui connaissent ses lois et savent commercialiser son image ou la véhiculer soigneusement, ce qui est très essentiel.

En outre, il faut qu'elles soient à jour sur ce qui concerne les lois du sport, sur-

tout que les structures internationales sont devenues très présentes et proches de toutes les fédérations du monde.

Il est nécessaire aussi que les lois et règlements soient réactualisés en permanence», a-t-il dit. L'ancienne championne olympique du 1500 m, Hassiba Boulmerka, a dressé un constat très amer de la représentation algérienne au sein des instances sportives internationales.

«Pour intégrer une instance sportive, il faut avoir les compétences et les connaissances nécessaires. Il faut que la personne concernée soit au courant de toutes les nouveautés dans le domaine et surtout être en contact avec le sport.

Certains acteurs sportifs font montre d'un manque criard de patriotisme. Ils ne se préoccupent guère de ce que le pays représente aux yeux de tous», a-t-elle regretté.

Ella a, par la même occasion, appelé les Algériens occupant des postes au sein de ces instances à «ouvrir les portes à leurs compatriotes, au lieu de se battre seulement pour avoir un poste».

«On pratique le sport ou on intègre une instance sportive pour servir son pays et non pas pour trouver un emploi», a conclu Hassiba Boulmerka.

LIGUE 2 FRANÇAISE / CLASSEMENT DES PASSEURS :

Ferhat (Le Havre) signe sa 19^e passe et conforte sa position en tête



L'ailier international algérien du Havre AC, Zinedine Ferhat, auteur vendredi soir de sa 19^e passe décisive lors de la victoire décrochée en déplacement face à Niort (1-0), a conforté sa position en tête du classement des passeurs du championnat de Ligue 2 française de football, au terme de la 37^e journée.

L'ancien joueur de l'USM Alger a permis à son coéquipier Jean-Philippe Mateta d'inscrire l'unique but de la partie dès la 2^e minute de jeu, une victoire qui permet au club normand d'espérer jouer les play-offs pour l'accession.

Ferhat a creusé l'écart avec son poursuivant au classement Julien Faussurier (Stade Brestois 29) qui détient 13 passes. Grâce à cette victoire, le HAC remonte à la 5^e place au classement avec 63 points.

Reims et Nîmes ont déjà assuré leur montée en Ligue 1, à une journée de l'épilogue.

Ferhat (24 ans) avait rejoint le doyen des clubs français en 2016 pour un contrat de trois ans en provenance de l'USMA.

Il avait effectué son baptême du feu avec l'équipe nationale le 7 octobre 2017 lors de la défaite concédée par les Verts à Yaoundé face au Cameroun (2-0) en match comptant pour la 5^e journée (Gr. B) des qualifications de la Coupe du monde 2018, lorsqu'il avait fait son apparition en cours de jeu.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION/PHASE DE POULES (1^{RE} JOURNÉE/GR. D) : L'USMA pour réussir ses débuts

L'USM Alger tentera de réussir ses débuts en phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) en affrontant aujourd'hui les Tanzaniens de Young Africans au stade olympique du 5-juillet (20h00), dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr. D).

Le club algérois qui vient de renouer avec la victoire en championnat, après quatre matchs de disette, en s'imposant dans son ancre d'Omar-Hamadi face au MC Oran (3-1) dans le cadre de la 28^e journée, aura à cœur de bien entamer cette épreuve qui constitue désormais un objectif majeur pour les «Rouge et Noir».

«C'est un match important qu'on ne doit surtout pas rater. Notre mission s'annonce ardue face à un adversaire qui tentera de réaliser une bonne opération à Alger, mais on est déterminés plus que jamais à gagner. Ce sera très important d'entamer la phase de poules par la plus belle des manières», a affirmé le défenseur de l'USMA Rabie Meftah, dont l'expérience et le vécu seront précieux dans ce genre de rendez-vous continental.

Côté effectif, l'entraîneur Miloud Hamdi pourra compter de nouveau sur les services du gardien de but Mohamed Lamine Zemmamouche.

En revanche, l'USMA sera probablement privée de son latéral gauche international Mokhtar Benmoussa, blessé, mais également du milieu

offensif Kadour Beldjilali.

Sur le plan offensif, tous les espoirs reposent sur l'attaquant Oussama Darfalou, co-meilleur buteur du championnat avec Abid du CS Constantine (16 buts) et dont le rôle sera déterminant pour espérer voir le club de Soustara empocher les trois points.

De leur côté, les Young Africans, éliminés en Ligue des champions et reversés en Coupe de la Confédération, ont effectué le déplacement à Alger avec un effectif de 17 joueurs seulement, suite aux blessures contractées dernièrement en championnat, où le club reste sur une dé-

faite concédée dimanche dernier sur le terrain de Simba (1-0).

Cette rencontre sera dirigée par l'arbitre ghanéen Daniel Nii Ayi Laryea, assisté d'Abel Baba (Nigeria) et de David Laryea (Ghana). L'autre match du groupe D opposera dimanche les Rwandais de Rayon Sports aux Kényans de Gor Mahia (17h00 algériennes).

La deuxième journée de la phase de poules se jouera le mercredi 16 mai. L'autre représentant algérien dans cette épreuve, le CR Belouizdad, s'est fait éliminer en 16^{es} de finale (bis) par les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas (aller 1-0, retour 0-0).



LIGUE DES CHAMPIONS (1^{RE} JOURNÉE) MCA-DIFAÂ EL JADIDI (1-1) : Le «doyen» accroché d'entrée

Le MC Alger s'est contenté du match nul vendredi soir à domicile contre les Marocains du Difaâ Hassani d'El Jadida (1-1), pour son entrée en lice en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football (groupe B). Mal en point en championnat avec trois matchs de suite sans victoire qui l'ont éloigné de la course au titre et du podium, le «doyen» se devait de réagir en Ligue des champions, son dernier objectif de la saison. Ce que les hommes de Bernard Casoni n'ont pas fait, ne prenant qu'un seul point de la réception de l'équipe marocaine, avant un déplacement à Sétif pour croiser le fer avec l'Entente dans le cadre de la deuxième journée.

Et ce n'est pas faute d'avoir essayé pour les Mouloudéens qui ont manqué de précision dans le geste final, à l'image de cette action mal négociée par Nekkach à la 18^e minute qui aurait pu faire mouche.

Ce sont néanmoins les Marocains qui ont failli ouvrir la marque dès la 7^e minute de jeu suite à une erreur du défenseur Azzi, mais Msuva a échoué à tromper la vigilance du portier Chaouchi qui a pu sauver son équipe. En seconde période, les deux équipes sont revenues avec

des intentions beaucoup plus offensives et Derrardja a cru avoir libéré les siens sur coup franc direct à la 52^e minute, mais le gardien El-Kennani s'est interposé. Vint ensuite la 55^e minute et ce carton rouge brandi par l'arbitre à Mebarakou qui laisse ses coéquipiers à dix pendant plus d'une demi-heure, ce dont a profité Ahaddad pour donner l'avantage à son équipe, suite à une mésentente entre Azzi et Chaouchi (1-0, 78^e). Mais la joie a été de courte durée pour

le Difaâ qui a encaissé le but de l'égalisation quatre minutes plus tard seulement par l'entremise de Karaoui (1-1, 82^e). Les dernières minutes de la rencontre n'ont apporté aucun changement au tableau d'affichage et les Marocains repartent avec le point du match nul qui fait plus leurs affaires, en attendant la deuxième rencontre de cette poule B qui aura lieu samedi à Lubumbashi (RD Congo) entre le TP Mazembe et l'autre représentant algérien, l'ES Sétif.



Déclarations

Bernard Casoni (Entraîneur MC Alger) : «C'était un match difficile pour nous, surtout en première mi-temps durant laquelle nous avons commis beaucoup d'erreurs et échouant dans la conservation du ballon.

En deuxième période nous avons corrigé les erreurs de la première mi-temps, en développant un meilleur jeu, mais l'expulsion de Mebarakou nous a compliqué la mission.

Par la suite nous avons continué à jouer la carte offensive et sommes parvenus à égaliser arrachant le point du match nul avec un joueur en moins.

Je ne pense pas que c'est un résultat négatif, mis à part le but encaissé sur une erreur individuelle, les attaquants de l'équipe adverse ne nous ont pas beaucoup inquiétés.

Je ne considère pas ce match nul comme un mauvais départ, nous jouons la phase de poule avec une formule de mini-championnat, nous gardons, donc, nos chances de qualification et nous aurons d'autres occasions de nous rattraper.»

Abdelhalim Taleb (Entraîneur du Difaâ Hassani d'El Jadida) : «Avant de parler de la rencontre je tiens à saluer le fair-play du public algérien qui nous a applaudis et nous a accueillis dans les meilleures conditions. Concernant le match, je pense que nous avons essayé de développer notre jeu habituel avec trois joueurs en attaque pour imposer notre rythme à l'adversaire. Nous avons bien étudié le jeu du MC Alger et nos joueurs ont bien appliqué les consignes du staff technique, en imposant une défense sur leur trio d'attaque et Hachoud qui sont leurs meilleurs joueurs. Le match nul à l'extérieur obtenu ce soir à Alger est un bon résultat pour nous. Nous allons continuer à travailler et jouer nos chances à fond pour la qualification malgré le manque d'expérience de nos joueurs qui jouent la Ligue des champions pour la première fois.» Youcef Akerdoum (Attaquant du Difaâ Hassani d'El Jadida) : «Nous avons abordé cette avec l'ambition de revenir avec les trois points de la victoire. Nous avons réussi à obtenir le match, un résultat positif à l'extérieur pour le début de compétition. Nous allons essayer d'enchaîner les résultats positifs pour atteindre nos objectifs et passer la phase de poule malgré la difficulté de la mission.»

LIGUE 1 MOBILIS (28e JOURNÉE) : Le CS Constantine pratiquement champion, l'USMH en Ligue 2

Le CS Constantine a quasiment assuré son titre de champion d'Algérie pour la saison 2017-2018, après sa victoire contre la JS Kabylie (2-1), en clôture de la 28e journée vendredi au stade Chahid-Hamlaoui, portant à cinq longueurs son avance sur ses deux poursuivants au classement général la JSS et le NAHD, au moment où l'USM El Harrach a officiellement rejoint l'USM Blida en Ligue 2, après sa défaite à domicile contre la JS Saoura (2-3).



Après l'ouverture du score par Belkheir (39'), les Canaris ont réussi à égaliser par Yettou (40'), et ils ont conservé cet acquis jusqu'à l'heure de jeu, où Abid a surgi pour redonner l'avantage aux Sanafir (2-1).

Un but décisif, qui permet aux Sanafir de consolider leur première place avec 53 points, soit avec cinq longueurs d'avance sur ses deux principaux concurrents pour le titre, le NA Hussein Dey et la JS Saoura, ex aequo à la deuxième place avec 48 unités.

Ainsi, le CSC n'a plus besoin que d'un seul point pour assurer mathématiquement son titre de champion, même s'il continue à être talonné de très près par le NAHD et la JSS, vainqueurs l'un comme l'autre club en déplacement au cours de cette 28e journée.

Les Sang et Or étaient les premiers à réussir l'exploit d'aller gagner chez l'Entente de Sétif (2-1), avant que la JSS ne leur emboîte le pas ce vendredi, en allant défaire l'USM El Harrach sur son propre terrain (3-2).

Un revers fatal aux Harrachis, qui rejoignent l'USM Blida en Ligue 2 Mobilis, car même en remportant leurs deux derniers matchs, ce qui serait déjà un sacré exploit, ils ne feront que rejoindre l'actuel premier club non reléguable, le DRB Tadjenanet, qui même s'il venait à perdre ses deux derniers matchs, dispose d'un meilleur goal-average particulier.

De son côté, et malgré sa défaite chez le leader, la JSK reste solidement accrochée à la 11e place, où elle se fait rejoindre cependant par l'Olympique de Médéa, difficile vainqueur de l'USM Blida (2-1).

Mais rien n'est encore joué pour l'OM, car avec 33 points, il ne dispose actuellement que de trois longueurs d'avance sur le premier reléguable, l'US Biskra, surtout que ce dernier ne lâche rien dans cette dernière ligne droite du parcours, comme en témoigne son large succès face au DRB Tadjenanet (4-0).

Une importance victoire, qui maintient le club des Zibans à une longueur du premier non reléguable, alors qu'il reste deux journées avant la fin, ce qui lui procure amplement de quoi espérer se sauver.

Enfin, le derby algérois CR Belouizdad - Paradou AC a tourné à l'avantage des Rouge et Blanc, qui l'ont emporté (2-1) grâce à Lakroum (10') et Bourenane (79' sp), alors que Yahia a sauvé l'honneur pour le PAC (82').

Le 27 mai dernier, en ouverture de cette 28e journée, ce sont le NA Hussein Dey et l'USM Bel-Abbès qui avaient réussi de bonnes affaires, en allant s'imposer respectivement chez l'Entente de Sétif et le MC Alger, sur le même score de deux buts à un.

D'importantes victoires en déplacement, car permettant aux Sang et Or de s'emparer seuls de la deuxième place au classement

général, avec 48 points, au moment où l'USMBA s'offre un gros bol d'air dans la course au maintien, en se hissant provisoirement à la 9e place du classement général, avec 35 unités. Le lendemain, c'était au tour de l'USM Alger de soigner ses statistiques, en remportant une large victoire (3-1) contre le MC Oran, qu'il a rejoint par la même occasion à la 5e place au classement général, avec 42 points pour chaque club. Une situation qui promet une lutte acharnée lors des deux dernières journées du championnat (ndlr, la 29e et la 30e), particulièrement entre les clubs du peloton de tête, qui se disputent les tickets donnant accès aux prochaines joutes internationales.

Ligue 1 Mobilis (28e journée) : Résultats et classement

Vendredi, 4 mai 2018 :

CS Constantine - JS Kabylie 2-1
USM El Harrach - JS Saoura 2-3
Olympique de Médéa - USM Blida 2-1
CR Belouizdad - Paradou AC 2-1
US Biskra - DRB Tadjenanet 4-0

Déjà joués :

Vendredi, 27 avril 2018 :
ES Sétif - NA Hussein Dey 1-2
MC Alger - USM Bel-Abbès 1-2
Samedi, 28 avril 2018 :
USM Alger - MC Oran 3-1

Classement :

| | Pts | J |
|---------------------|-----|----|
| 1). CS Constantine | 53 | 28 |
| 2). NA Hussein Dey | 48 | 28 |
| →). JS Saoura | 48 | 28 |
| 4). MC Alger | 44 | 28 |
| 5). USM Alger | 42 | 28 |
| →) MC Oran | 42 | 28 |
| 7). ES Sétif | 39 | 28 |
| 8). Paradou AC | 38 | 28 |
| 9). USM Bel-Abbès | 35 | 28 |
| →). CR Belouizdad | 35 | 28 |
| 11). JS Kabylie | 33 | 28 |
| →). O. Médéa | 33 | 28 |
| 13). DRB Tadjenanet | 31 | 28 |
| 14). US Biskra | 30 | 28 |
| 15). USM El Harrach | 25 | 28 |
| 16). USM Blida | 20 | 28 |

CLASSEMENT DES BUTEURS (28e JOURNÉE) : Abid rejoint Darfalou en tête, avec 16 réalisations

L'attaquant du CS Constantine, Mohamed Amine Abid a rejoint Oussama Darfalou (USM Alger) en tête du classement des meilleurs de la Ligue 1 Mobilis de football, en signant son 16e but personnel à l'occasion de la 28e journée, disputée vendredi et ayant vu son équipe l'emporter difficilement contre la JS Kabylie (2-1).

Après l'ouverture du score par Belkheir (39'), les Canaris ont réussi à égaliser par Yettou (40') et ils ont conservé cet acquis jusqu'à l'heure de jeu, où Abid a surgi pour redonner l'avantage aux Sanafir (2-1).

Un but décisif donc, et qui permet par la même occasion à l'an-

cienn baroudeur du NA Hussein Dey et du MC Alger de rejoindre à la première place de ce classement des buteurs l'attaquant de l'USM Alger, Oussama Darfalou, avec 16 réalisations chacun.

Si le deuxième meilleur buteur du championnat, le blidéen Samy Frioui est resté muet au cours de cette 28e journée, le troisième, en l'occurrence Mustapha Djallit (JS Saoura) en a profité pour inscrire son 12e but personnel cette saison.

C'était à l'occasion de la victoire en déplacement de la JSS chez l'USM El Harrach (2-3) et pendant laquelle Djallit avait inscrit le deuxième but, sur penalty à la 23'.

L'attaquant le plus prolifique

à la fin de la saison succèdera à Ahmed Gasmi (NA Hussein Dey), sacré meilleur buteur de Ligue 1 Mobilis lors du précédent exercice, avec 14 réalisations, dont 8 penalties.

Top 5 des meilleurs buteurs :

16 buts : Oussama Darfalou (USM Alger), Mohamed Amine Abid (CS Constantine)
14 buts : Samy Frioui (USM Blida)
12 buts : Mustapha Djallit (JS Saoura)
10 buts : Walid Derrardja (MC Alger)
9 buts : Zakaria Naidji (Paradou AC), Hamza Banouh (USM El Harrach/ES Sétif).

LIGUE 1 MOBILIS : La 28e journée a été la plus prolifique en buts

Avec 28 buts marqués dans les différents stades de Ligue 1 Mobilis de football, la 28e journée, disputée entre le 27 avril et le 4 mai courant, a été la plus prolifique en buts, car jamais auparavant les attaquants avaient autant secoué les filets.

Neuf de ses 28 buts ont été marqués ce vendredi et dans deux stades seulement, en l'occurrence : le 1er-Novembre d'El Harrach et El Alia de Biskra, où l'USMH s'est inclinée (3-2) contre la JS Saoura, au moment où l'USB s'est imposée (4-0) contre le DRB Tadjenanet.

Les meilleurs buteurs du championnat, Oussama Darfalou (USM Alger) et Mohamed Amine Abid (CS Constantine) ont fait partie des attaquants les plus prolifiques de cette 28e journée, car ayant tous les deux marqué.

En effet, Darfalou s'était offert un doublé contre le MC Oran (3-1), alors qu'Abid a inscrit un but décisif contre la JS Kabylie (2-1), grâce auquel il a rejoint le fer de lance Usmiste en tête du classement des meilleurs buteurs, avec 16 réalisations pour chacun.

COUPE D'ALGÉRIE U21 : L'USM Alger remporte le trophée

L'USM Alger a remporté la Coupe d'Algérie de football des moins de 21 ans (U21), en s'imposant devant le Paradou AC aux tirs au but 4 à 3, (temps réglementaire : 1-1), en finale disputée vendredi au stade d'Annaba.

Le Paradou a ouvert le score à la 52e minute par Benzergua, avant que Bilal Benhamouada n'égalise à la 59e pour l'USM Alger.

Chez les U17, l'ES Sétif s'est adjugé la Coupe d'Algérie en dominant l'AS Boussaâda sur le score de 3 à 1.

En U16, c'est le RC Relizane qui a remporté le trophée devant le MC Saïda après 14 pénaltys tirés par chaque équipe (1-1 temps réglementaire).

LIGUE 1 MOBILIS - USM EL HARRACH : Boulimani : «La relégation ne signifie pas la mort du club pour autant»

Le relégation de l'USM El Harrach, devenue officielle à l'issue de la 28e journée de Ligue 1 Mobilis de football, clôturée ce vendredi et ayant vu les Jaune et Noir s'incliner à domicile face à la JS Saoura (3-2) «ne signifie pas la mort du club pour autant» a assuré le dirigeant Djafar Boulimani.

«A quelque chose malheur est bon comme on dit. Donc, aussi amère soit-elle, cette relégation ne signifie pas la mort du club pour autant. On va commencer par tirer des leçons de ce qui a conduit l'USMH à cette catastrophe, puis on va s'en servir pour essayer de rebondir» a promis le responsable Harrachi.

Boulimani a considéré cette descente en Ligue 2 comme une «conséquence logique» après tous les problèmes qui ont secoué le club depuis l'entame de la saison, en espérant qu'à l'avenir, ils ne reviendront plus «affecter la bonne marche» de l'USMH.

Le dirigeant Harrachi n'a pas manqué de fustiger au passage l'arbitre Aouina, ayant accordé deux penalties à la JS Saoura au cours de cette 28e journée et qui ont été transformés respectivement par Djallit (23') et Bourdim (85').

«La Saoura possède une bonne équipe et elle n'avait pas besoin de l'aide de l'arbitre pour gagner ce match» a estimé Boulimani, ajoutant que «sans ces deux penalties, l'USMH l'aurait sans doute emporté», ce qui aurait «préservé ses chances de maintien».

Le dirigeant Harrachi a tenu à préciser cependant qu'il «ne met pas la relégation du club entièrement sur le dos de l'arbitre», car «conscient que l'USMH a payé ses erreurs sur l'ensemble de la saison».

Les Jaune et Noir rejoignent ainsi l'USM Blida, qui fut le premier club de Ligue 1 Mobilis à être officiellement relégué en palier inférieur, en attendant de connaître le troisième et dernier infortuné, qui sera peut-être connu dès la prochaine journée.

NAPLES A TROUVÉ SON NOUVEAU GARDIEN

La Gazzetta dello Sport annonce que le club italien a trouvé le remplaçant de Pep Reina, sur le départ. L'heureux élu devrait être Rui Patrício, le gardien du Portugal. Le portier aurait trouvé un accord contractuel avec Naples. Il faudrait dorénavant que les Italiens se mettent d'accord avec le Sporting Portugal, où évolue le joueur de 30 ans depuis le début de sa carrière. Le PSG, un temps intéressé, devra faire une croix dessus.



Klopp ne lâche pas Pulisic

Alors que Liverpool a encore la finale de la Ligue des champions à jouer contre le Real Madrid (26 mai) et deux matches de Premier League pour tenter de terminer 3e, la direction du club de la Mersey pense déjà à la saison prochaine.

Et selon les informations du Mirror, les Reds songeraient à faire venir Christian Pulisic, notamment Jürgen Klopp. L'entraîneur allemand, qui aurait déjà tenté de faire venir le joueur du Borussia Dortmund en 2016, serait fan de l'Américain de 19 ans.

Mais Michael Zorc, le directeur sportif du BVB, a expliqué en début de semaine à Bild qu'il n'en savait rien: "Je suis en contact permanent avec Jürgen Klopp mais je ne sais rien à ce sujet." Ce qui est sûr, c'est que pour le faire venir, la direction de Liverpool devra dépenser au moins 60 millions d'euros, prix fixé par Dortmund toujours selon le média allemand.

«NEYMAR VEUT JOUER AVEC RONALDO»

D'après les dernières informations de la presse madrilène, Neymar voudrait jouer au Real Madrid avec Cristiano Ronaldo.

À chaque jour sa nouvelle rumeur concernant Neymar. Depuis son arrivée au Paris Saint-Germain, les bruits de couloir au sujet du Brésilien sont monnaie courante. Aujourd'hui c'est le quotidien Marca qui affirme dans sa Une que le numéro 10 parisien aimerait quitter le club de la capitale pour rejoindre le Real Madrid et Cristiano Ronaldo. Le quotidien madrilène ne prend pas de pincettes ce samedi 5 mai en affirmant que "Neymar veut jouer avec Ronaldo". Marca ajoute que le Brésilien se serait fixé comme objectif de quitter Paris pour rejoindre le Real Madrid et partager le vestiaire avec le quintuple Ballon d'Or portugais. En revanche, le quotidien avoue que le transfert s'annonce compliqué. Le Real Madrid, qui entretient d'excellentes relations avec le Paris Saint-Germain, ne voudrait en aucun cas entamer un bras de fer avec la direction parisienne et attendrait que Neymar lui-même force son départ de Paris.

L'autre point que soulève Marca est celui de l'accord de Cristiano Ronaldo. Véritable "franchise player" du Real Madrid, le Portugais n'est pas contre l'arrivée de Neymar. Si dans un premier temps il se murmurait que l'international portugais était contre ce transfert qui pourrait lui faire de l'ombre il serait en réalité prêt à accueillir le Parisien les bras ouverts et aurait conscience que son arrivée renforcerait considérablement le Real Madrid.

Enfin, le quotidien madrilène affirme toutefois que ce transfert reste très compliqué, Neymar étant au Paris Saint-Germain depuis une seule saison.

Simeone suspendu contre l'OM

Exclu par Clément Turpin il y a une semaine lors d'Arsenal-Atlético (1-1), Diego Simeone ne sera pas sur le banc de touche du club madrilène lors de la finale de la Ligue Europa contre l'OM, le 16 mai à Lyon. Le coach argentin a été suspendu pour 4 rencontres par l'UEFA, ce vendredi. Une amende de 10 000 euros lui est également infligée. "Cholo" était déjà en tribunes lors de la qualification des Colchoneros face aux Gunners (1-0), jeudi soir.



Mourinho tente de retenir Martial

Convaincu du talent du Français, le technicien portugais s'active pour tenter de le retenir et lui a même promis de le titulariser plus régulièrement à la pointe de l'attaque, son poste de prédilection, la saison prochaine selon la radio RMC. Mais avec la présence de Romelu Lukaku dans l'effectif, Martial a du mal à croire à cette possibilité et l'idée de quitter MU lors du prochain mercato.

UNE CIBLE ITALIENNE POUR DAVID LUIZ

Sous contrat jusqu'en juin 2019 avec Chelsea, David Luiz figurerait dans les plans d'une formation italienne de tout premier ordre. Si l'on en croit le journal anglais The Sun, le défenseur brésilien serait sur les tablettes de Naples, en cas de départ de Kalidou Koulibaly. Nos confrères précisent que la venue de l'ancien footballeur du PSG pourrait se concrétiser en cas de nomination sur le banc de Rafael Benitez, en remplacement de Maurizio Sarri. En cette saison 2017-2018, le footballeur âgé de 31 ans a disputé dix rencontres de Premier League (un but).



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE **La Sûreté de daïra de Bouzaréah rend hommage aux journalistes**

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, la Sûreté de daïra de Bouzaréah, a organisé jeudi à la salle Catherine, une cérémonie conviviale en l'honneur des journalistes et des professionnels des médias.

Rachid Rachedi

Le Chef de la Sûreté de daïra de Bouzaréah, M. Mekhlouf Djamel, a souligné lors d'une allocution prononcée à cette occasion, le rôle prépondérant que joue les médias nationaux, dans la transmission et la diffusion de l'information sécuritaire.

En effet, depuis quelques années, la relation, déjà étroite, qu'entretient la DGSN avec la presse, est passée à un stade supérieur avec l'ouverture des portes des différents services de la Sûreté nationale aux journalistes désirant effectuer un travail de recherche ou collecter des informations sur les activités de la Sûreté nationale.

Cette relation s'est traduite davantage avec le lancement du Forum de la Sûreté nationale qui, aujourd'hui, occupe une place honorable au sein de l'espace médiatique algérien. Les médias, de leur côté, sont le relais à travers lequel la police communique aux citoyens ses activités, ses résultats et ses messages de prévention et de sensibilisation. En marge de cette cérémonie qui



a enregistré la présence du grand acteur Mohamed Adjaimi, des attestations ont été remises au Directeur général de DK News M. Abdelmadjid Cherbali ainsi qu'aux journalistes de différents organes de presse dont *El Djazzairia*, *El Adjwaa*, *Numidia*, *El Heddaïf*, *L'ENTV* et *Ennahar*.

R. R.

ALGÉRIE-OAT

Développement remarquable de l'expérience algérienne en matière de travail et d'emploi

Le directeur général de l'Organisation arabe du travail (OAT), Fayed al-Matiri a estimé, hier à Alger, que l'expérience algérienne en matière de travail et d'emploi connaît «un développement remarquable et continu» et sera «partagée aux pays arabes» pour en tirer avantage à l'avenir.

L'expérience algérienne en matière de travail et d'emploi connaît «un développement remarquable et continu», notamment

dans les volets relatifs aux «dispositifs d'emploi des jeunes et de lutte contre le chômage», «mesures de dialogue social dans le cadre de la tripartite», et «mécanismes initiés pour l'application des lois», a indiqué M. al-Matiri dans une déclaration à la presse au terme d'une audience que lui a accordé le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Mourad Zemali. Soulignant que «l'expérience algérienne sera partagée aux

pays arabes pour en tirer avantage», il a précisé que l'OAT prévoit la programmation de plusieurs activités dans le domaine de la promotion du dialogue social et des mesures de lutte contre le chômage au profit des travailleurs et jeunes de la région arabe. Pour sa part, M. Zemali a indiqué que l'entretien a permis d'échanger les vues sur les développements survenant sur le marché du travail et de mettre l'accent sur l'importance de

renforcer la coordination et l'action commune entre les pays arabes, particulièrement en matière de lutte contre le chômage. A noter que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite de travail qu'effectue le DG de l'OAT en Algérie où il devra superviser avec M. Zemali l'ouverture officielle de l'atelier de formation sur le «Réseau arabe des données des marchés de travail» qu'abrite Alger à partir du dimanche.

DIPLOSPORTS :

25 ambassades présentes à la 3^e édition

Les représentants de 25 ambassades ont pris part à la 3^e édition du tournoi diplomatique de football et des sports "Diplo-sports", organisée hier par l'ambassade de Hongrie au complexe sportif de la Protection civile à Bab-Ezzouar (Alger).

Cet événement, qui se veut être un rapprochement entre les membres du corps diplomatique accrédités à Alger en leur proposant une journée d'exercice sportif, a vu le déroulement d'un tournoi de football qui a re-

groupé 12 équipes mixtes composées de neuf joueurs chacune, ainsi que des compétitions de tennis de table, de basket-ball et d'athlétisme (1.500m et 5.000m).

L'ambassadeur de Hongrie en Algérie, Helga Katalin Pritz, a indiqué à l'APS que "cet événement constitue une occasion pour regrouper les membres du corps diplomatique et leurs familles en dehors du cadre de travail", soulignant que "la pratique sportive est l'une des priorités du gouvernement hongrois".

De son côté, l'organisateur de l'événement Mourad Boumfouf a expliqué que cette manifestation proposait aux membres du corps diplomatique une journée d'exercice sportif, de détente et de convivialité, comme elle contribue à la promotion de l'esprit sportif dans la diplomatie et d'un mode de vie sain. La compétition a été rehaussée par la présence de plusieurs personnalités sportives, diplomatiques et politiques qui ont participé à la remise de trophées aux gagnants.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME **Deux «dangereux» terroristes armés capturés par les forces de l'ANP à Jijel**

Deux (2) «dangereux» terroristes armés ont été capturés hier, à Ziama Mansouria, wilaya de Jijel, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans la dynamique des efforts intenses fournis par les différentes unités de nos forces armées dans le domaine de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité, qui est toujours en cours à Ziama Mansouria, wilaya de Jijel (5^e Région militaire), un détachement de l'Armée nationale Populaire a capturé, aujourd'hui 5 mai 2018, deux (2) dangereux terroristes», précise la même source.

«Il s'agit, en l'occurrence, des dénommés «Hachoud Mohamed» dit Abou «Waïl» et «Khetab Samir» dit «Abou Khaled», qui avaient, respectivement, rallié les groupes terroristes en 1994 et 1996. Les deux (2) criminels étaient en possession de deux (2) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et de cinq (5) chargeurs garnis de munitions». «Ainsi, le bilan de cette opération, déclenché à l'entame du mois d'avril et qui est toujours en cours, s'élève à la

mise en état de nuire de huit (8) terroristes dont un (1) a été abattu, cinq (5) autres capturés, tandis que deux (2) autres terroristes se sont rendus aux autorités militaires de Jijel en réponse à la demande de leurs familles».

«D'autre part, sept (7) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une importante quantité de munition ont été récupérés, et un nombre de casernes ont été découvertes et détruites». «Dans le même contexte, il convient de rappeler que la famille du terroriste «F. Salah» composée de dix (10) membres s'est rendue aux autorités militaires».

«Cette opération de qualité qui est toujours en cours, réitére la détermination des unités chargées de la lutte antiterroriste, à assainir notre pays des résidus des groupuscules terroristes, et confirme également l'efficacité de l'approche clairvoyante adoptée par le Haut commandement de l'ANP, à travers ses démarches et initiatives pour l'extirpation de ce fléau, à l'instar des appels adressés aux résidus des terroristes pour se repentir, se conformer à la bonne voie et de regagner leur société», conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: **6 morts et 15 blessés en 48h**

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 15 autres ont été blessées dans 5 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures sur le territoire national, a indiqué hier un bilan établi par les services de la Protection civile.

La wilaya d'Illizi déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 2 personnes, alors que 2 autres ont été blessées, suite au renversement d'un véhicule

léger, survenu dans la commune d'In Amenas.

Par ailleurs, et durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 7 personnes incommodées par l'inhalation de monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains, à l'intérieur de leurs domiciles, dont 4 personnes dans la commune de Constantine et 3 autres, dans la commune de Ain Defla.



FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES ORGANISATIONS DE DONNEURS DE SANG **L'Algérien Abdelmalek Sayah réélu secrétaire général**

L'assemblée générale de la Fédération internationale des Organisations de donneurs de sang (FIODS) a réélu l'Algérien Abdelmalek Sayah au poste de Secrétaire général de cette institution internationale humanitaire, a indiqué hier un communiqué de Fédération algérienne des donneurs de sang. Réunie le 19 avril dans la capitale italienne, Rome, l'assemblée générale a également élu l'autre algérien Kadour Gharbi en qualité de membre du bureau exécutif de cette institution. Par ces choix, la Fédération algérienne des donneurs de sang «vient ainsi renforcer sa présence au niveau de cette prestigieuse institution huma-



nitaire mondiale», souligne-t-on. «Elle confirme l'attachement de l'Algérie au travail humanitaire, à titre bénévole et volontaire, et le renforcement des liens entre les peuples sans distinction de race, de couleur ou de religion», note la même source, ajoutant que ce choix est «un honneur pour l'Algérie et pour toute l'Afrique».

APS